

Sommaire

Page

I. Actualités – Presse	4
• Actualités - Presse marocaine	4
• Accès à l'information	4
• Administration électronique	4
• Droits de l'Homme	5
• Exécution de jugements	6
• Gouvernance	6
• Médiation	7
• Actualités - Presse étrangère	8
• Accès à l'information	8
• Administration électronique	11
• Droits de l'Homme	12
• Gouvernance	12
• Médiation et justice sociale	13
II. Veille législative et réglementaire	25
• Veille législative et réglementaire étrangère	25
• Journal Officiel de la République Française (JORF)	25
III. Publications officielles	31
• Enquêtes	31
• Plan stratégique	32
• Rapport annuel	32
• Rapport d'investigation	33
• Rapport thématique	34
IV. Veille jurisprudentielle	36
• Jurisprudence administrative étrangère	36
• République Française : Décisions du Conseil d'Etat	36

V. Dernières parutions	47
• Nouveautés papier	47
• Editions nationales	47
✓ Livres	47
• Editions étrangères	54
✓ Livres	54
• Nouveautés numériques	97
• Nouveautés nationales	97
✓ Application mobile	97
• Nouveautés étrangères	98
✓ Sites web	98

I- Actualités - Presse

- **Actualités - presse marocaine**

- **Accès à l'information**

- **Lancement d'un centre de relations pour faciliter l'accès des bénéficiaires du RAMED à l'information**

Source : <http://fr.khabarpress.com/25867-lancement-dun-centre-de-relations-pour-faciliter-lacces-des-beneficiaires-du-ramed-a-linformation.html> (page consultée le 14/02/2017)

L'Agence nationale de l'assurance maladie (ANAM) a mis en place un centre de relations visant à faciliter l'accès à l'information au profit des bénéficiaires du Régime d'assistance médicale RAMED...

- **Administration électronique**

- **Tous les marchés publics sont désormais dématérialisés**

Source : <http://legalfash.ma/categories/contrats-publics/articles/17-01-571> (page consultée le 31/01/2017)

Il vient d'être annoncé via le Portail Marocain des Marchés publics que la totalité des marchés quel que soit leur budget estimatif, peuvent faire l'objet d'une soumission électronique et ce conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des finances n°20-14 du 4 septembre 2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics...

- **Le MICIEN et le MENFP s'allient pour meilleure administration électronique**

Source : <http://legalfash.ma/news/17-02-120> (page consultée le 02/02/2017)

Trois conventions de partenariat ont été signées le Lundi 30 Janvier 2017 entre le Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique et le Ministère de l'Education Nationale et la Formation Professionnelle, concernant la fourniture et la mise en place des applications mutualisées suivantes...

- **Droits de l'Homme**

- **Rencontre pour les « citoyens d'origine marocaine sur la scène politique espagnole » à Almeria**

Source : [HTTP://WWW.CCME.ORG.MA/FR/ACTIVITES/52597](http://www.ccme.org.ma/fr/activites/52597) (page consultée le 03/02/2017)

Avec le soutien du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) et de la Fondation Hassan II pour les marocains résidant à l'étranger, l'Association « éducation et environnement » et la plateforme des intellectuels et professionnels d'origine marocaine en Espagne organisent, les 4 et 5 février 2017 à Almeria (Espagne), une rencontre sous le thème : « citoyens d'origine marocaine sur la scène politique espagnole »...

- **Le CNDH et l'UNICEF renforcent leur partenariat pour un meilleur suivi de la mise en œuvre des droits de l'enfant au Maroc**

Source : [HTTP://WWW.CNDH.ORG.MA/FR/COMMUNIQUE/LE-CNDH-ET-LUNICEF-RENFORCENT-LEUR-PARTENARIAT-POUR-UN-MEILLEUR-SUIVI-DE-LA-MISE-EN](http://www.cndh.org.ma/fr/communiqués/le-cndh-et-lunicef-renforcent-leur-partenariat-pour-un-meilleur-suivi-de-la-mise-en-œuvre) (page consultée le 08/02/2017)

Les deux premières années du nouveau cycle de coopération entre le Maroc et l'Unicef, 2017-2021, seront structurantes pour l'ensemble de ce cadre quinquennal. C'est dans ce sens que le plan d'action signé aujourd'hui entre le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) et l'Unicef jette les bases d'une intervention stratégique...

- **Le CCME consolide ses partenariats avec le grand sud**

Source : <http://www.ccme.org.ma/fr/activites/52619> (page consultée le 10/02/2017)

Après le soutien à la première édition d'Africa Women's Forum à Dakhla et le Prix de la presse du Sahara « les médias et la migration », le Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (CCME) lance un grand programme de réseautage entre les acteurs associatifs de la ville de Smara et la diaspora marocaine...

- **Clôture SIEL 2017: une cinquantaine d'activités et plus de 200 intervenants au stand du CNDH dédié à la jeunesse marocaine**

Source : <http://www.cndh.ma/fr/communiqués/cloture-siel-2017-une-cinquantaine-dactivites-et-plus-de-200-intervenants-au-stand-du> (page consultée le 19/02/2017)

La participation du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) à la 23^{ème} édition du Salon international de l'édition et du livre (SIEL) a pris fin ce dimanche 19 février 2017. Le CNDH a tenu un stand consacré à la problématique de la jeunesse...

- Exécution de jugements

- **Contentieux judiciaire : le fisc s'engage**

Source : <http://www.challenge.ma/contentieux-judiciaire-fisc-sengage-76441/> (page consultée le 30/01/2017)

La raison d'être du **fisc** est la collecte d'argent et non la distribution de cadeaux **fiscaux**.

Mais rien n'empêche le **fisc** d'être aimable dans sa manière de vider les poches des contribuables. Et comme signe fort de cette amabilité, le sourire aux lèvres, le numéro 1 du **fisc** signe, le 17 janvier 2017, une **convention** avec le **Tribunal Administratif de Rabat**, dans laquelle est instauré un «délai amiable» de 30 jours pour l'exécution des jugements et des arrêts devenus définitifs et prononcés à l'encontre de la **DGI (Direction générale des impôts)**...

- Gouvernance

- **La Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) publie son rapport sur « la garantie du pluralisme politique dans les services de communication audiovisuelle pendant les élections législatives générales du 7 octobre 2016**

Source : <http://www.haca.ma/> (page consultée le 15/02/2017)

A la lumière du processus de suivi des programmes de la période électorale comprise entre le 25 août et le 07 octobre 2016, et conformément à la Décision n°16-33 du Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle (CSCA), datée du 21 juillet 2016, la HACA rend public un rapport sur « la garantie du pluralisme politique dans les médias audiovisuels pendant les élections générales législatives du 7 octobre 2016 »...

- **Le Maroc rend hommage à Alain Modoux, « Père » de la Journée Mondiale de la liberté de la presse**

Source : <http://www.haca.ma/> (page consultée le 20/02/2017)

Un hommage appuyé a été rendu, jeudi 16 février, par le Maroc à Alain Modoux, ancien sous-directeur général pour la communication et l'information à l'UNESCO qui fut à l'origine, en 1991, l'artisan de la proclamation d'une « Journée mondiale de la liberté de la presse », célébrée, depuis, chaque 3 Mai, dans le monde entier, sur la base de la déclaration dite la « Déclaration de Windhoek »...

• Médiation et justice sociale

• الأطباء يرأسون وسيط المملكة المغربية في الرباط للتقدم بشكوى ضد الحسين الوردي

Source : <http://www.almaghribtoday.net/321/062642-%D8%A7%D9%84%D8> (page consultée le 02/02/2017)

قرر الأطباء الدخول في تصعيد جديد ضد وزير الصحة الحسين الوردي، بمراسلة وسيط المملكة المغربية في الرباط، يشكونه الوزير. وحسب شكوى الممرضين المحتجين، والتي تم تسميتها برسالة التظلم، أنهم بعد أن طرقت كل الأبواب، لم يبق لهم سوى التوجه إلى هذه المؤسسة الدستورية...

• Entretien avec le Médiateur du Royaume, Abdelaziz Benzakour : «Le pourcentage de satisfaction atteint par nos interventions se situe dans la moyenne des institutions européennes»

Source : <http://lematin.ma/journal/2017/-laquo-le-pourcentage-de-satisfaction-atteint-par-nosinterventions-se-situe-dans-la-moyenne-des-institutions-europeennes-raquo-/266592.html> (page consultée le 05/02/2017)

Dans cet entretien accordé au «Matin», Abdelaziz Benzakour fait le point sur le bilan de l'Institution du Médiateur depuis sa constitutionnalisation, il y a cinq ans. Il explique son mode de fonctionnement et analyse les rapports qu'elle entretient avec les administrations...

• عبد العزيز بنزاكور : الإدارة المغربية مطالبة بالانفتاح على واقعها الوطني والاستعداد الدائم

Source : <http://www.hadatcom.com/index.php/region/14135-%D8%B9%D8> (page consultée le 19/02/2017)

أكد وسيط المملكة عبد العزيز بنزاكور، اليوم الأحد بالدار البيضاء، أن الاستجابة الفعلية لمقررات هذه المؤسسة يتطلب من الإدارة المغربية الانفتاح على واقعها الوطني، واقتناعها بلزوم تصحيح . وأضاف وسيط المملكة، في لقاء نظمه المؤسسة ضمن

فعاليات الدورة 23 "الوساطة المؤسساتية والجواب على

انتظارات المرتفقين"...

• اارين : انطلاق أشغال المنتدى البرلماني الدولي الثاني للعدالة الاجتماعية

Source : <http://hadatcom.com/index.php/region/14153-%D9%85%D8%AC> (page consultée le 20/02/2017)

انطلقت اليوم الاثنين بالرباط، أشغال المنتدى البرلماني الدولي الثاني للعدالة الاجتماعية الذي ينظمه مجلس المستشارين، تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، نصره الله، وذلك تحت " : مدخل أساسي للتنمية المستدامة والعدالة الاجتماعية". وتميزت الجلسة

الافتتاحية لهذا المنتدى، بالرسالة السامية التي وجهها جلالته الملك إلى المشاركين...

• Actualités - presse étrangère

• Accès à l'information

• **Serbie : comment les autorités bloquent l'accès à l'information**

Source : <https://www.courrierdesbalkans.fr/articles/serbie-comment-les-autorites-bloquent-l-acces-a-l-information.html> (page consultée le 03/02/2017)

En théorie, la Serbie aurait une des meilleures lois au monde garantissant l'accès public à l'information. Seul problème, l'Etat ne respecte pas ses propres lois. Au gouvernement, dans les tribunaux, toutes les informations sont cadenassées pour les tenir hors de portée des journalistes trop curieux...

• **Guinée - Droit d'accès à l'information publique : l'AGEPI demande sa publication au Journal Officiel**

Source : <http://aminata.com/droit-dacces-a-linformation-publique-lagepi-demande-sa-publication-au-journal-officiel/> (page consultée le 10/02/2017)

L'Association Guinéenne des Editeurs de la Presse Indépendante (AGEPI) demande la publication de la loi Organique portant droit d'accès à l'information publique sous le N° 005 au journal officiel de la République, ce conformément aux dispositions des articles 1 et 3 du Code Civile Guinéen...

• **Tunisie - Candidatures à l'Instance d'accès à l'information : 56 dossiers choisis par la commission de sélection**

Source : <http://directinfo.webmanagercenter.com/2017/02/13/candidatures-a-linstance-dacces-a-linformation-56-dossiers-choisis-par-la-commission-de-selection/> (page consultée le 13/02/2017)

La Commission chargée de la sélection des dossiers de candidature à l'Instance d'accès à l'information, réunie, lundi, a choisi 56 parmi les dossiers reçus.

Une autre réunion de la commission est prévue lundi prochain. Elle sera consacrée au parachèvement des travaux de la Commission....

• **France - Portrait du nouveau Rapporteur général de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)**

Source : <http://www.cada.fr/portrait-du-nouveau-rapporteur-general-de-la-20165672.html> (page consultée le 13/02/2017)

Manon PERRIERE, Maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été nommée Rapporteur général de la Commission depuis le 1^{er} janvier 2017...

- **En Tunisie, recul de la liberté d'information ?**

Source : https://www.ifex.org/tunisia/2017/02/13/freedom_of_information/fr/ (page consultée le 13/02/2017)

Le gouvernement tunisien est accusé de restreindre l'accès à l'information et la liberté des médias, à travers sa régulation des services de communication et de presse dans les ministères, les services étatiques et autres institutions publiques...

- **Bénin - Accès à l'information publique : Une disposition clé évaluée avec des journalistes d'investigation**

Source : <http://www.lanouvelletribune.info/benin/societe/32179-acces-information-publique-disposition-cle-code-beninois-journalistes-investigation> (page consultée le 15/02/2017)

Au Palais des congrès de Cotonou, a eu lieu le vendredi 10 février dernier, un atelier de réflexion conjointement organisé par **Wanep-Bénin** et la Maison des Médias, pour examiner la jouissance du droit d'accès à l'information au Bénin.

- **Canada - Fonds dédié à la loi d'accès à l'information**

Source : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1017168/fonds-dedie-loi-acces-information> (page consultée le 16/02/2017)

La MRC (Municipalité Régionale de Comté) de la Matanie propose de créer un fonds dédié à la loi d'accès à l'information pour éponger les coûts imputés aux MRC relativement aux demandes...

- **Tunisie - Des experts jugent « difficile » l'installation de l'Instance d'accès à l'information dans les délais**

Source : <http://www.radioexpressfm.com/lire/des-experts-jugent-difficile-l-installation-de-l-instance-d-acces-a-l-information-dans-les-delais-1015> (page consultée le 20/02/2017)

Des experts ont jugé « difficile », lundi 20 février 2017, l'installation et l'entrée en activité de l'Instance d'accès à l'information dans les délais fixés, soit le 24 mars 2017...

- **Tunisie - Les efforts pour la mise en place de l'instance d'accès à l'information sont sur le point d'aboutir**

Source : <http://www.rtc.tn/les-efforts-mise-en-place-linstance-dacces-linformation-point-daboutir/> (page consultée le 20/02/2017)

Son installation est prévue pour le mois de Mars. Elle sera chargée de veiller à l'application de la loi sur l'accès à l'information adoptée il y a tout juste une année...

- **Tunisie : Le vote sur les dossiers de candidature à l'Instance d'accès à l'information doit démarrer le 6 mars prochain**

Source : <http://directinfo.webmanagercenter.com/2017/02/21/tunisie-le-vote-sur-les-dossiers-de-candidature-a-linstance-daccs-a-linformation-doit-demarrer-le-6-mars-prochain/> (page consultée le 21/02/2017)

Le vote sur les dossiers de candidature à l'Instance d'accès à l'information doit démarrer le 6 mars prochain, a annoncé, mardi, la Commission électorale de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP)...

- **Tunisie - Accès à l'information : Vers la révision du décret n° 4**

Source : <http://kapitalis.com/tunisie/2017/02/22/acces-a-linformation-vers-la-revision-du-decret-n-4/> (page consultée le 22/02/2017)

Le gouvernement Chahed va réviser le décret n° 4 de l'année 2017 relatif à l'organisation du travail des cellules d'information et de communication des Ministères...

- **Tunisie - Accès à l'information : Le décret n° 4 ne sera pas appliqué**

Source : <http://kapitalis.com/tunisie/2017/02/22/acces-a-linformation-le-decret-n-4-ne-sera-pas-applique/> (page consultée le 22/02/2017)

Le controversé décret n° 4 de l'année 2017 relatif à l'organisation du travail des cellules de communication des ministères ne sera finalement pas appliqué...

- **Tunisie : Suspension de la circulaire n°4 relative au droit d'accès à l'information publique**

Source : <http://www.webdo.tn/2017/02/27/tunisie-suspension-de-la-circulaire-n4-relative-au-droit-daccs-a-linformation-publique/> (page consultée le 28/02/2017)

La circulaire n°2017-4 relative au droit d'accès à l'information publique, est suspendue à partir de ce lundi 27 février 2017, a annoncé la présidence du Gouvernement à travers son porte-parole...

- **Burkina Faso : loi d'accès à l'information publique : 4 choses à savoir**

Source : http://www.caidp.ci/accueil/details_actualite/burkina-faso-loi-daccs-linformation-publique-4-choses-savoir (page consultée le 28/02/2017)

La loi d'accès à l'information publique et aux documents administratifs garantit un accès à l'information sous le contrôle d'une institution gouvernementale. Cette loi déclare que le public devrait avoir accès aux documents de l'administration, sauf exceptions nécessaires et spécifiques. Voici quatre éléments à savoir sur cette loi votée en 2015 par le Burkina...

• Administration électronique

• Vers une dématérialisation du timbre fiscal au Togo

Source : http://www.alwihdainfo.com/Vers-une-dematerialisation-du-timbre-fiscal-au-Togo_a48997.html (page consultée le 26/01/2017)

Lomé, le 25 janvier 2017 - Une rencontre d'informations entre les agents des régies financières s'est tenue ce mercredi à Lomé. La rencontre se situe dans le cadre de la dématérialisation du timbre fiscal au Togo.

Cette séance de formation s'inscrit dans la volonté du gouvernement d'inscrire totalement le numérique dans le fonctionnement des différentes institutions du Togo...

• Bénin : le gouvernement met en œuvre le e-Conseil des Ministres

Source : <https://beninwebtv.com/2017/01/%EF%BB%BFbenin-le-gouvernement-met-en-oeuvre-le-e-conseil-des-ministres/> (page consultée le 31/01/2017)

Dans le but d'améliorer les performances du Secrétariat Général du Gouvernement, le Ministre d'Etat Koupaki a introduit en Conseil des Ministres du 25 janvier 2017 une communication relative à la mise en œuvre du système e-Conseil des Ministres. En approuvant cette communication, le gouvernement a instruit de procéder à l'opérationnalisation du système e-Conseil des Ministres pour la dématérialisation complète du processus de préparation, de déroulement et de suivi des réunions gouvernementales...

• Zambie : le data center national, composante essentielle du projet gouvernemental Smart Zambia, réalisé à 98%

Source : <http://www.agenceecofin.com/equipement/0602-44562-zambie-le-data-center-national-composante-essentielle-du-projet-gouvernemental-smart-zambia-realise-a-98> (page consultée le 06/02/2017)

En mars 2017, le gouvernement de la Zambie procèdera à l'ouverture du data center national (ZNDC), d'une valeur de 75 millions de dollars. C'est Brian Mushimba (photo), le Ministre des Transports et des Communications, qui l'a annoncé au cours d'une visite de l'infrastructure informatique, le 1er février 2017...

• La France a l'intention de mettre en œuvre certains projets conjointement avec l'Azerbaïdjan

Source : http://fr.apa.az/politique_en_azerbaïdjan/la-france-a-l-intention-de-mettre-en-uvre-certains-projets-conjointement-avec-l-azerba-djan.html (page consultée le 09/02/2017)

« La France a l'intention de mettre en œuvre certains projets conjointement avec l'Azerbaïdjan », a déclaré Jean-Vincent Placé, Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la Réforme de l'État et de la Simplification, le 9 février à Bakou...

- **Le Vietnam et la France coopèrent dans l'édification d'un e-gouvernement**

Source : <http://fr.vietnamplus.vn/le-vietnam-et-la-france-cooperent-dans-ledification-dun-egouvernement/86059.vnp> (page consultée le 25/02/2017)

La coopération au développement des technologies de l'information et dans l'édification d'un e-gouvernement est le contenu principal de la séance de travail, tenue le 24 février à Hanoi, entre le Ministre vietnamien de l'Information et de la Communication Truong Minh Tuan, et Jean-Vincent Placé, Secrétaire d'État chargé de la réforme de l'État et de la simplification de la France...

• Droits de l'Homme

- **Burkina : Lancement d'un nouvel organisme de défense des droits humains**

Source : <https://burkina24.com/2017/01/28/burkina-lancement-dun-nouvel-organisme-de-defense-des-droits-humains/> (page consultée le 28/01/2017)

L'Observatoire indépendant de la démocratie et des droits de l'Homme (en abrégé ODDH) vient d'être lancé ce samedi 28 janvier 2017 à Ouagadougou. Il s'agit d'un organisme qui a pour but essentiel de promouvoir la démocratie et de défendre les droits humains au Burkina...

- **Association Européenne pour la Défense des droits de l'Homme : Il souffle un vent mauvais sur la politique européenne en matière d'immigration et d'asile**

Source : <http://r.email.aedh.eu/9ct3zpu33f.html> (page consultée le 28/02/2017)

Du côté des institutions, le Parlement européen se débat, comme il peut, avec les propositions que la Commission a mis sur la table pour réformer un droit européen de l'asile (RAEC) dont chacun s'accorde à dire qu'il ne fonctionne pas, mais sans avoir véritablement tenter de le mettre en œuvre...

• Gouvernance

- **Roumanie : le gouvernement a formellement abrogé son décret contesté sur la corruption**

Source : <http://www.leparisien.fr/international/roumanie-les-manifestants-anticorruption-font-plier-le-gouvernement-05-02-2017-6656358.php> (page consultée le 05/02/2017)

Face aux massives manifestations à répétition, l'exécutif roumain a décidé d'abroger un décret visant à réduire les peines encourues pour abus de pouvoir...

- **Le Forum international pour l'intégrité du sport intensifie la lutte contre la manipulation des compétitions et la corruption dans le sport**

Source : <https://www.olympic.org/fr/news/le-forum-international-pour-l-integrite-du-sport-intensifie-la-lutte-contre-la-manipulation-des-competitions-et-la-corruption-dans-le-sport> (page consultée le 15/02/2017)

Les participants au Forum se sont accordés sur la création d'une unité du Mouvement olympique sur la prévention de la manipulation des compétitions et le lancement d'un partenariat international pour l'intégrité du sport...

- **Rapport ATG : La bonne gouvernance de l'Institution sécuritaire en Tunisie, enjeux et défis**

Source : <http://www.businessnews.com.tn/rapport-atg-la-bonne-gouvernance-de-l-institution-securitaire-en-tunisie-enjeux-et-defis,519,70294,3> (page consultée le 15/02/2017)

L'Association tunisienne de gouvernance (ATG) a présenté, ce mercredi 15 février 2017, son rapport annuel sur la « *Gouvernance du système sécuritaire en Tunisie* ». Ce rapport, réalisé par la sociologue et présidente du centre international des études stratégiques, sécuritaires et militaires (CIES), Badra Gâaloul ainsi que par le professeur universitaire à la Faculté de Droit et des sciences politiques de Sousse, Siwar Cherif...

• Médiation

- **Des médecins refusent de soigner les plus pauvres : le Défenseur des Droits saisi**

Source : http://www.lexpress.fr/actualite/societe/sante/des-medecins-refusent-de-soigner-les-plus-pauvres-le-defenseur-des-droits-saisi_1873502.html (page consultée le 27/01/2017)

Plusieurs associations ont signalé des cas de médecins opposant des refus "affichés et assumés" de prendre en charge des patients bénéficiaires de la CMU (Couverture maladie universelle) ou de l'AME (Aide médicale de l'Etat). Le Défenseur des Droits a ouvert une instruction...

- **France - Entreprise, succession, divorce : un pôle médiation pour résoudre les conflits**

Source : <http://www.zoomdici.fr/actualite/Entreprise-succession-divorce-un-pole-mediation-pour-resoudre-les-conflits-id156325.html> (page consultée le 01/02/2017)

L'association Alternative est née au Palais de Justice du Puy mercredi 1^{er} février. Son objectif : devenir un interlocuteur unique pour toutes les demandes de médiation en Haute-Loire...

- **Journée québécoise de la médiation familiale 2017 - Le Barreau du Québec participe à la septième édition**

Source : <http://www.newswire.ca/fr/news-releases/journee-quebecoise-de-la-mediation-familiale-2017---le-barreau-du-quebec-participe-a-la-septieme-edition-612470593.html> (page consultée le 01/02/2017)

Pour une septième édition consécutive, le Barreau du Québec participe aujourd'hui à la Journée québécoise de la médiation familiale. Cette journée dédiée est l'occasion pour le Comité des organismes accréditeurs en médiation familiale (COAMF), dont fait partie le Barreau du Québec, de promouvoir les avantages de la médiation familiale, un mode amiable de résolution de différend, dans les situations de divorce ou de séparation...

- **Rapport du Protecteur du Citoyen - La CAQ exige deux bains par semaine en CHSLD pour les aînés qui le peuvent et le désirent**

Source : <http://www.newswire.ca/fr/news-releases/rapport-du-protecteur-du-citoyen---la-caq-exige-deux-bains-par-semaine-en-chsld-pour-les-aines-qui-le-peuvent-et-le-desirent-612431203.html> (page consultée le 01/02/2017)

« Le Ministre Gaétan Barrette ne peut plus faire semblant que tout va bien dans les CHSLD (Centre d'hébergement et de soins de longue durée). Ce n'est pas la première fois qu'on sonne l'alarme ! Pour nous, c'est clair : nos aînés méritent deux bains par semaine », a indiqué le porte-parole de la **Coalition Avenir Québec** (CAQ) en matière de santé, François Paradis...

- **France : Le Défenseur des Droits incite les opérateurs de plateformes en ligne à lutter contre les discriminations en ligne**

Source : <http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actus/actualites/le-defenseur-des-droits-incite-les-operateurs-de-plateformes-en-ligne-lutter-contre> (page consultée le 01/02/2017)

Le Défenseur des Droits, Jacques Toubon, a été saisi en janvier 2016 au sujet d'une annonce de colocation discriminatoire déposée sur le site d'un opérateur de plateforme en ligne qui propose un service de dépôt et de consultation de petites annonces, destinées notamment aux particuliers...

- **France - La Médiation du crédit présente au Salon des entrepreneurs**

Source : <http://www.economie.gouv.fr/mediateurcredit/mediation-credit-presente-au-salon-des-entrepreneurs> (page consultée le 01/02/2017)

La médiation du crédit aux entreprises était sur le stand 265, au sein du village 2 (« Institutions, réseaux d'accompagnement et territoires »). Ses experts étaient à la disposition des participants pour des échanges, des conseils et des analyses de situation...

- **Catalogne : Déclaration conjointe des Ombudsmans régionaux d'Espagne face à la situation des réfugiés en Europe**

Source : http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actuaomf000948.html (page consultée le 02/02/2017)

Le Médiateur de Catalogne a publié une déclaration commune de rejet des Médiateurs régionaux d'Espagne rejetant les politiques d'accueil et d'asile des Etats européens...

- **France - Le Médiateur des entreprises lance les travaux de simplification des factures, avec l'objectif de réduire les retards de paiement**

Source : <http://www.viameca.fr/mediateur-entreprise-simplification-factures.html> (page consultée le 03/02/2017)

Constatant que de nombreuses défaillances d'entreprises sont notamment liées à des retards de paiement de clients, le Médiateur des entreprises avait mis en place un groupe de travail permanent sur ce sujet, proposant des bonnes pratiques pour réduire les retards de paiement...

- **Ecosse - Parliament to nominate new Public Services Ombudsman = Le Parlement est invité à désigner un nouveau Médiateur des services publics**

Source : <http://www.parliament.scot/newsandmediacentre/103367.aspx> (page consultée le 03/02/2017)

The Scottish Parliament will next week be invited to nominate Rosemary Agnew to Her Majesty for appointment as the new Scottish Public Services Ombudsman.

The Scottish Public Services Ombudsman's role is to investigate complaints about most organisations providing public services in Scotland...

- **France - La médiation et la prise en charge juridique**

Source : <http://www.village-justice.com/articles/mediation-prise-charge-juridique,24150.html> (page consultée le 03/02/2017)

Le Ministère de la Justice vient de publier un texte qui encadre les conditions de rémunération des professionnels, **avocats** et **médiateurs** lorsque le juge ordonne une médiation. Il va même plus loin, puisqu'il prévoit également une rémunération pour les **médiations conventionnelles** dont les accords seraient soumis au juge. Mais toutes les formes de médiation n'ont pas les mêmes objectifs...

- **AOMF : Séminaire sur la déontologie et l'éthique des Ombudsmans les 4 et 5 mai 2017 à Rabat**

Source : http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actuaomf000946.html (page consultée le 03/02/2017)

En parallèle des réunions du Bureau et du Conseil d'administration du printemps, l'AOMF organise un séminaire sur la déontologie et l'éthique des Ombudsmans les 4 et 5 mai à Rabat. Ce séminaire entre dans le cadre de la mise en œuvre du projet de réalisation d'un guide de déontologie applicable aux Médiateurs/Ombudsmans et à leurs collaborateurs...

- **AOMF : Lancement du programme d'accompagnement de l'AOMF pour 2017**

Source : http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actuaomf000945.html (page consultée le 03/02/2017)

Le programme d'accompagnement de l'AOMF est de nouveau lancé pour 2017. Afin de pouvoir y participer et obtenir un soutien financier et d'expertise en réponse à vos besoins spécifiques, le formulaire de demande est joint...

- **France : Jacques Toubon intervient en clôture de la conférence "Diversité et inclusion : défis et solutions" à Harvard**

Source : <http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actus/actualites/jacques-toubon-intervient-en-cloture-de-la-conference-diversite-et-inclusion-defis> (page consultée le 03/02/2017)

Jacques Toubon interviendra le 4 février 2017 en clôture de la Conférence "Diversité et inclusion : défis et solutions" hébergée par la Kennedy School (HKS) de l'université de Harvard.

Il s'agit du premier événement étudiant autour de la diversité, co-organisé par les représentants de la Harvard Kennedy School Francophile Club et la Vice-Présidente Diversité de la Harvard Kennedy School...

- **Australie - Report on youth justice : Victorian Ombudsman = Rapport sur le système de justice pour la jeunesse : l'Ombudsman de l'Etat de Victoria**

Source : <https://www.ombudsman.vic.gov.au/News/Media-Releases/Media-Alerts/Report-on-youth-justice-Victorian-Ombudsman> (page consultée le 06/02/2017)

The Victorian Ombudsman has today tabled a report on the state's youth justice facilities to give Parliament and the public an insight into recent events and to illustrate how the relevant oversight agencies are holding government to account...

- **Luxembourg - Claudia Monti pour succéder à Lydie Err ?**

Source : <http://paperjam.lu/news/claudia-monti-pour-succeder-a-lydie-err> (page consultée le 06/02/2017)

Les candidatures sont bouclées pour succéder à Lydie Err en tant que Médiateur. L'avocate Claudia Monti a déposé son dossier...

- **Kosovo - The Ombudsperson welcomed Council of Europe's Commissioner for Human Rights = Le Médiateur a accueilli le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe**

Source : <http://www.ombudspersonkosovo.org/en/news/The-Ombudsperson-welcomed-Council-of-Europes-Commissioner-for-Human-Rights-1485> (page consultée le 06/02/2017)

The Ombudsperson, Mr. HilmiJashari, welcomed today in a special meeting, Council of Europe's Commissioner for human rights Mr. Nils Muizhnieksi, who is staying in Kosovo within a context of accomplishment of his mission...

- **France - Interpellation à Aulnay-sous-Bois : le Défenseur des Droits ouvre une enquête**

Source : <http://www.rtl.fr/actu/societe-faits-divers/interpellation-a-aulnay-sous-bois-le-defenseur-des-droits-ouvre-une-enquete-7787107447> (page consultée le 06/02/2017)

Une requête avait été déposée dès le vendredi 3 février pour déterminer les responsabilités dans les violences subies par Théo, un jeune homme de 22 ans vivant à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), lors d'un contrôle d'identité effectué par quatre policiers. Ce lundi 6 février, le Défenseur des droits, Jacques Toubon, a annoncé dans un communiqué de presse donner une suite favorable à cette requête, et qu'il "lancera donc rapidement ses investigations...

- **France - Le Défenseur des droits recommande une «traçabilité» des contrôles d'identité**

Source : http://www.elwatan.com/hebdo/france/le-defenseur-des-droits-recommande-une-tracabilite-des-controles-d-identite-07-02-2017-338708_155.php (page consultée le 07/02/2017)

Quelques jours avant la décision du Conseil constitutionnel, le Défenseur des Droits, Jacques Toubon, avait publié une enquête, confirmant que la pratique policière des contrôles vise surtout des jeunes hommes issus de ce qu'on appelle en France «les minorités visibles»...

- **Azerbaïdjan - Future Perspectives of Bilateral Cooperation between Azerbaijani Ombudsman Office and IOM were discussed = Les perspectives Futures de la Coopération Bilatérale entre le Bureau de l'Ombudsman de l'Azerbaïdjan et l'OIM¹ ont été discutées**

Source : <http://www.ombudsman.gov.az/en/view/news/496/future-perspectives-of-bilateral-cooperation-between-azerbaijani-ombudsman-office-and-iom-were-discussed> (page consultée le 08/02/2017)

The International Organization for Migration (IOM) newly appointed Head of the Department on Support to Migrants, Mrs. Shareen Tuladhar and Head of the IOM Baku Office, Mr. Serhan Aktoprak were received at the Commissioner's Office. The purpose of the meeting was to discuss the future perspectives...

- **France - Accessibilité de la campagne électorale aux personnes handicapées : le Défenseur des Droits interpelle les candidats à l'élection présidentielle**

Source : <http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actus/actualites/accessibilite-de-la-campagne-electorale-aux-personnes-handicapees-le-defenseur-des> (page consultée le 08/02/2017)

L'élection présidentielle est un évènement majeur pour les personnes handicapées, qui aspirent à exercer pleinement leur citoyenneté, à égalité avec les autres. L'égalité dans la participation démocratique est un sujet de vigilance pour le Défenseur des Droits...

- **Luxembourg - La situation des Droits de l'Homme y est bonne**

Source : <http://5minutes.rtl.lu/grande-region/luxembourg/1003366.html> (page consultée le 08/02/2017)

Un nouveau rapport de l'Ombudsman s'occupe des droits des patients qui séjournent dans des structures psychiatriques.

Mercredi matin, le Médiateur, Lydie Err a présenté ce rapport devant la commission parlementaire ad hoc. Le constat principal est que certaines personnes qui séjournent dans ces structures, ne devraient pas nécessairement y être...

- **Arménie - Le Médiateur arménien Arman Tatoyan a participé à une réunion spéciale à Bruxelles avec plus de trente organisations internationales de défense des Droits de l'Homme**

Source : http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actuaomf000949.html (page consultée le 09/02/2017)

Les participants à la réunion, d'un format sans précédent, ont été invités à se rencontrer et à avoir une discussion avec le Médiateur. La réunion a été organisée avec le soutien des amis européens de l'Arménie...

¹ L'organisation internationale pour les migrations

- **Estonie - Chancellor of Justice publishes English summary of Annual Report 2015/2016 = Le Chancelier de la Justice publie le résumé du rapport annuel 2015/2016 en anglais**

Source : <http://www.theioi.org/ioi-news/current-news/chancellor-of-justice-publishes-english-summary-of-annual-report-2015-2016> (page consultée le 09/02/2017)

The Chancellor of Justice is a one-person, independent constitutional institution appointed to office by the Riigikogu on the proposal of the President of the Republic for a term of seven years. The Chancellor's task is to make sure that legislation in Estonia is in conformity with the Constitution and that the fundamental rights and liberties of people in Estonia are protected...

- **France - Discriminations : accessibilité des logiciels utilisés par les agents publics, des administrations encore en défaut**

Source : <http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actus/actualites/discriminations-accessibilite-des-logiciels-utilises-par-les-agents-publics-des> (page consultée le 10/02/2017)

Le Défenseur des Droits a rendu une décision suite à son enquête relative à la politique numérique des administrations et concernant le défaut d'accessibilité de certains logiciels utilisés par les agents publics atteints de déficience visuelle au sein de leur administration...

- **Australie - New South Wales : Opinion piece for ABC online – Preventable deaths of people within tellectual disability = Nouvelle - Galles du Sud : lettre ouverte pour L'ABC en ligne - Les décès évitables des personnes atteintes de déficience intellectuelle**

Source : <http://www.ombo.nsw.gov.au/news-and-publications/news/opinion-piece-for-abc-online-preventable-deaths-of-people-with-intellectual-disability> (page consultée le 10/02/2017)

On 9 February, the Acting Ombudsman, Professor John McMillan, and the Community and Disability Services Commissioner/ Deputy Ombudsman, Steve Kinmond, wrote an opinion piece for ABC Online, calling for concerted action in NSW and nationally to address the preventable deaths of people with intellectual disability...

- **Haïti : Lancement officiel du forum autour de la proposition de loi sur l'Administration Pénitentiaire**

Source : <http://www.theioi.org/ioi-news/current-news/lancement-officiel-du-forum-autour-de-la-proposition-de-loi-sur-l-administration-penitentiaire> (page consultée le 10/02/2017)

Le mardi 24 janvier 2017 à l'hôtel Montana, a eu lieu le lancement officiel du forum autour de la proposition de loi sur l'administration pénitentiaire en Haïti. Organisée par l'Office de la Protection du Citoyen (OPC), conjointement avec la Direction de l'Administration Pénitentiaire(DAP), le Programme des Nations-Unies pour le

Développement (PNUD) et l'Unité Correctionnelle de la MINUSTAH, cette activité visait à récompenser les efforts...

- **Kosovo - The Ombudsperson addresses the referral to the Constitutional Court regarding the Law on Minor Offence = Le Médiateur saisit la Cour Constitutionnelle au sujet de la Loi relative aux infractions mineures**

Source : <http://www.ombudspersonkosovo.org/en/news/The-Ombudsperson-addresses-the-referral-to-the-Constitutional-Court-regarding-the-Law-on-Minor-Offence-1486> (page consultée le 10/02/2017)

The Ombudsperson has addressed the referral today to the Constitutional Court (CC) for the annulment of Article 55, paragraphs 4–5, and Articles 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, and 68 of Law No. 05/L-087 on Minor Offences, and for the immediate suspension of these provisions pending the final decision of this Court...

- **Belgique - Les factures s'accumulent ? La "médiation de dettes" permet de sortir la tête de l'eau**

Source : <http://www.sudinfo.be/1785274/article/2017-02-10/les-factures-s-accumulent-la-mediation-de-dettes-permet-de-sortir-la-tete-de-l-e> (page consultée le 11/02/2017)

La médiation de dettes concernent les personnes physiques qui rencontrent un problème de paiement de leurs dettes mensuelles, autrement dit qui font face à un problème de surendettement (hors activité commerciale) », explique Marilyn Descamps, de la direction du Service social de Solidaris...

- **France : Relations police/population : le Défenseur des Droits publie une enquête sur les contrôles d'identité**

Source : <http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actus/actualites/relations-policepopulation-le-defenseur-des-droits-publie-une-enquete-sur-les> (page consultée le 13/02/2017)

Alors que le Conseil constitutionnel se prononcera le 24 janvier sur une question prioritaire de constitutionnalité relative à la question des contrôles d'identité discriminatoires, le Défenseur des droits, qui sur le même sujet, a présenté en 2016 des observations remarquées devant la Cour de cassation...

- **France - Médiation du Crédit aux Entreprises : Conférence "L'assurance-crédit pour tous" à Lyon le 13 février**

Source : <http://www.economie.gouv.fr/mediateurcredit/conference-lassurance-credit-pour-tous-a-lyon-13-fevrier> (page consultée le 13/02/2017)

L'assurance-crédit, qui garantit contre le risque d'impayé des clients, constitue un véritable enjeu pour toutes les entreprises. Pourquoi souscrire un contrat d'assurance-crédit ? Comment connaître auprès de chaque assureur-crédit la note de mon entreprise

et les montants garantis ? Quelles informations sur mon entreprise fournir aux assureurs-crédit ? Que faire en cas de réduction de garantie ?...

- **Sint Maarten - Ombudsman to start investigating complaints against so called 'private entities with public authority' = Le Médiateur entamera l'examen des plaintes déposées à l'encontre des surnommées 'entités privées dotées de prérogatives de puissance publique'**

Source : <http://www.soualiganewsday.com/local/soualiga-news-today/item/12098-ombudsman-to-start-investigating-complaints-against-so-called-%E2%80%98private-entities-with-public-authority%E2%80%99.html> (page consultée le 13/02/2017)

Philipsburg; Pursuant to the Constitution of Sint Maarten the Ombudsman is charged to investigate the conduct / behavior of administrative bodies, which includes private entities with public authority (so called “Zelfstandig Bestuurs Orgaan” / ZBO)...

- **Canada - Ombudsman du Manitoba - Dix conseils pour empêcher les employés de fureter**

Source : <https://www.ombudsman.mb.ca/news/news-fr/2017-02-14/manitoba-ombudsman-releases-ten-tips-for-addressing-employee-snooping.html> (page consultée le 14/02/2017)

La curiosité humaine et d'autres motivations (y compris la volonté de causer du tort à une personne ou l'appât du gain) peuvent mener certains employés à consulter des renseignements personnels sans autorisation et sans motif légitime lié à leur travail - c'est ce qu'on appelle le « furetage »...

- **Avis du Défenseur des Droits n°17-03 - Auditionné au Sénat sur la prise en charge sociale des mineurs non accompagnés**

Source : <http://www.infomie.net/spip.php?article3702> (page consultée le 15/02/2017)

Le Défenseur des Droits s'est vu confier par le législateur la mission de veiller à la protection et à la promotion des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant consacrés par la Convention internationale des droits de l'enfant...

- **Belgique – Wallonie : Le Médiateur au salon des Mandataires !**

Source : <http://www.le-mediateur.be/page/le-mediateur-au-salon-des-mandataires-2017.html> (page consultée le 15/02/2017)

Le Salon des Mandataires est l'événement annuel incontournable où tous les acteurs de la vie locale wallonne sont présents.

C'est un lieu propice à la rencontre et à l'échange d'informations entre mandataires qui exercent des fonctions similaires...

- **Georgie - Public Defender's Special Report on Situation of Tobacco Control = Le rapport spécial du Défenseur public au sujet de la lutte anti-tabac**

Source : <http://www.ombudsman.ge/en/news/public-defenders-special-report-on-situation-of-tobacco-control.page> (page consultée le 15/02/2017)

On February 15, 2017, the Public Defender presented a special report on the problems relating to tobacco control to the Government, the diplomatic corps accredited in Georgia, international organizations, non-governmental organizations and media representatives...

- **Monaco : Parution du deuxième rapport public d'activité du Haut-Commissariat (exercice mars 2015 - juillet 2016)**

Source : <https://hautcommissariat.mc/fr/actualites/parution-du-deuxieme-rapport-public-d-activite-du-haut-commissariat-exercice-mars-2015-juillet-2016> (page consultée le 15/02/2017)

Le Haut-Commissariat à la Protection des Droits, des Libertés et à la Médiation rend public son deuxième rapport annuel d'activité, remis à S.A.S. le Prince Albert II conformément à l'article 45 de l'Ordonnance Souveraine n° 4.524 du 30 octobre 2013...

- **France - Comment assurer la traçabilité des contrôles d'identité ?**

Source : <http://www.europe1.fr/societe/comment-assurer-la-tracabilite-des-controles-d-identite-2979056> (page consultée le 15/02/2017)

Dans le contexte de l'affaire Théo, le Défenseur des Droits a rappelé son engagement en faveur d'une "attestation nominative" délivrée après chaque contrôle d'identité, pour lutter contre les discriminations...

- **Claude Bartolone va saisir le Défenseur des Droits sur les pratiques de maintien de l'ordre en France**

Source : http://www.lemonde.fr/violences-policieres/article/2017/02/15/claude-bartolone-va-saisir-le-defenseur-des-droits-sur-les-pratiques-de-maintien-de-l-ordre-en-france_5080204_5078781.html (page consultée le 15/02/2017)

Le Président de l'Assemblée nationale souhaite qu'« une attention particulière soit portée aux enjeux idéologiques qui s'attachent aux opérations de maintien de l'ordre »...

- **France - Quatre nouveaux médiateurs pour améliorer le quotidien de la commune**

Source : <http://www.lavoixdunord.fr/120985/article/2017-02-19/quatre-nouveaux-mediateurs-pour-ameliorer-le-quotidien-de-la-commune> (page consultée le 19/02/2017)

Pour améliorer le quotidien de Sin-le-Noble et signaler les incivilités, la mairie a recruté quatre jeunes en service civique. Leur mission durera huit mois. Quatre autres nouveaux postes seront créés dans deux ou trois mois...

- **France - Si vous êtes jeune, de sexe masculin, Noir ou Arabe, vous avez 80% de chances de vous faire contrôler**

Source : <http://www.respectmag.com/25898-jeune-sexe-masculin-noir-arabe-80-controler> (page consultée le 20/02/2017)

Dans un rapport publié en janvier 2017, le Défenseur des Droits s'est intéressé aux contrôles de police sur la population. Sans surprise, se faire contrôler dépend pour beaucoup de l'apparence physique, bien que ce ne soit pas généraliser partout...

- **Azerbaïdjan : Monitoring by National Preventive Group are being continued = Le contrôle exercé par le Groupe préventif national se poursuit**

Source : <http://www.ombudsman.gov.az/en/view/news/523/monitoring-by-national-preventive-group-are-being-continued> (page consultée le 21/02/2017)

According to the instruction of the Commissioner for Human Rights, Elmira Suleymanova Ombudsman's National Preventive Group (NPM) conducted monitoring in Social Service Facility for children with limited mental and physical capacities without prior notification...

- **France - conférence de presse : le Défenseur des Droits présente son rapport d'activité**

Source : <http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actus/actualites/conference-de-presse-le-defenseur-des-droits-presente-son-rapport-d-activite> (page consultée le 23/02/2017)

Le droit est un combat

"2016 a confirmé que le Défenseur des droits, 5 ans après son entrée en fonctions en juin 2011, est une institution de la République à la fois jeune, montant en puissance, et reconnue, apte à exercer une influence au service de l'effectivité des droits et de la promotion de l'égalité..."

- **Le PLQ (Parti Libéral du Québec) retire sa proposition pour le poste de Protecteur du Citoyen**

Source : <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201702/23/01-5072385-le-plq-retire-sa-proposition-pour-le-poste-de-protecteur-du-citoyen.php> (page consultée le 23/02/2017)

Le gouvernement Couillard a retiré la proposition qu'il comptait faire aujourd'hui à l'Assemblée nationale pour le poste de Protecteur du Citoyen, une nomination qui doit être avalisée par un vote aux deux tiers des députés à l'Assemblée nationale, a appris *La Presse...*

II- Veille législative et réglementaire

- **Veille législative et réglementaire étrangère**

- Journal Officiel de la République Française (JORF)

Affaires sociales et santé

- **Modalités de mise en œuvre des missions et de fonctionnement de l'Union nationale des associations agréées des usagers du système de santé (UNAASS)**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033935576

Décret n° 2017-90 du 26 janvier 2017 relatif à l'Union nationale des associations agréées d'usagers du système de santé (*JORF n°0024 du 28 janvier 2017 texte n° 22*).

- **Informations nécessaires à l'élaboration des plans d'accompagnement globaux des personnes handicapées prévus à l'article L. 114-1-1 du code de l'action sociale et des familles**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000034010837

Décret n° 2017-137 du 7 février 2017 relatif aux informations nécessaires à l'élaboration des plans d'accompagnement globaux des personnes handicapées (*JORF n°0033 du 8 février 2017 texte n° 8*).

- **Congés pour raisons de santé et en lien avec un accident ou une maladie imputable aux fonctions, congés de maternité, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant des personnels médicaux et pharmaceutiques des établissements publics de santé, sociaux et médico-sociaux**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000034024455

Décret n° 2017-161 du 9 février 2017 relatif aux droits à congés et aux conditions d'exercice de certains personnels médicaux et pharmaceutiques des établissements publics de santé, sociaux et médico-sociaux (*JORF n°0036 du 11 février 2017 texte n° 30*).

- **Modalités d'information** des candidats à l'assurance emprunteur sur les dispositions de l'article L. 1141-5 du code de la santé publique

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000034031760

Décret n° 2017-173 du 13 février 2017 précisant les modalités d'information des candidats à l'assurance-emprunteur lorsqu'ils présentent du fait de leur état de santé ou de leur handicap un risque aggravé (*JORF n°0038 du 14 février 2017 texte n° 8*).

Aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales

- **Appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033913243

Décret n° 2017-63 du 23 janvier 2017 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle de certains fonctionnaires territoriaux (*JORF n°0021 du 25 janvier 2017 texte n° 26*).

Défense

- **Actualisation de la dénomination d'un organisme autorisé à déroger pour certains de ses agents à certaines normes édictées en matière de durée de travail et de celle du corps d'appartenance des agents concernés par la dérogation**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000034010925

Décret n° 2017-139 du 6 février 2017 modifiant le décret n° 2002-670 du 24 avril 2002 portant dérogation aux garanties minimales de durée du travail et de repos applicables à certains agents en fonction au Ministère de la Défense (*JORF n°0033 du 8 février 2017 texte n° 13*).

- **Intégration du corps des inspecteurs de la direction générale de la sécurité extérieure dans celui des attachés de la direction générale de la sécurité extérieure et revalorisation de la carrière des attachés de la direction générale de la sécurité extérieure dans le cadre du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations et à l'avenir de la fonction publique**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000034035601

Décret n° 2017-181 du 13 février 2017 portant statut particulier des attachés de la direction générale de la sécurité extérieure (*JORF n°0039 du 15 février 2017 texte n° 17*).

- **Actualisation de la liste des bénéficiaires de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) dite « de l'encadrement supérieur » du Ministère de la Défense**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000034061221

Décret n° 2017-197 du 16 février 2017 modifiant le décret n° 2009-659 du 9 juin 2009 instituant la nouvelle bonification indiciaire en faveur du personnel militaire exerçant des fonctions de responsabilité supérieure (*JORF n°0042 du 18 février 2017 texte n° 13*).

Economie et Finances

- **Régulation des gares routières et autres emplacements de transport public routier de personnes et sûreté en matière de transport routier de personnes**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033955597

Décret n° 2017-107 du 30 janvier 2017 relatif à la codification du titre VI du livre II de la première partie ainsi que des chapitres IV et V du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code des transports et comportant diverses dispositions en matière de transport public routier de personnes (*JORF n°0026 du 31 janvier 2017 texte n° 16*).

Egalité et citoyenneté

- **Mesures pour la jeunesse, la mixité sociale ou contre les discriminations**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033934948

LOI n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté (*JORF n°0024 du 28 janvier 2017 texte n° 1*).

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033955482

LOI n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté (*rectificatif*) (*JORF n°0026 du 31 janvier 2017 texte n° 1*).

Fonction publique

- **Régime de la prise en charge des frais exposés dans le cadre des instances civiles ou pénales au titre de la protection fonctionnelle**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033935723

Décret n° 2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit (*JORF n°0024 du 28 janvier 2017 texte n° 33*).

- **Activités susceptibles d'être exercées à titre accessoire et règles d'organisation et de fonctionnement de la **Commission de déontologie de la fonction publique****

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033936795

Décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique (*JORF n°0025 du 29 janvier 2017 texte n° 26*).

- **Codification des textes réglementaires relatifs à la **rémunération des apprentis** et au conventionnement de l'apprentissage avec une personne morale de droit public ou un employeur soumis aux dispositions du code du travail**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000034061473

Décret n° 2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial (*JORF n°0042 du 18 février 2017 texte n° 49*).

Intérieur

- **Création d'un Délégué ministériel aux industries de sécurité et à la lutte contre les **cybermenaces** au Ministère de l'Intérieur**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033909606

Décret n° 2017-58 du 23 janvier 2017 instituant un délégué ministériel aux industries de sécurité et à la lutte contre les cyber menaces au Ministère de l'Intérieur (*JORF n°0020 du 24 janvier 2017 texte n° 29*).

- **Garantie du niveau de **rente d'invalidité** des **sapeurs-pompiers volontaires****

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033936581

Décret n° 2017-100 du 27 janvier 2017 modifiant le décret n° 92-621 du 7 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service (*JORF n°0025 du 29 janvier 2017 texte n° 11*).

- **Clarification des modalités de mise en œuvre du **temps de travail** des **personnels de la police nationale****

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033956123

Décret n° 2017-109 du 30 janvier 2017 modifiant le décret n° 2002-1279 du 23 octobre 2002 portant dérogations aux garanties minimales de durée du travail et de repos applicables aux personnels de la police nationale (*JORF n°0026 du 31 janvier 2017 texte n° 46*).

Jeunesse et sports

- **Conditions de versement par les fédérations sportives d'un complément de rémunération aux agents exerçant auprès d'elles les fonctions de **conseiller technique sportif****

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000034026931

Décret n° 2017-172 du 10 février 2017 portant application de l'article 23 de la loi n° 2015-1541 du 27 novembre 2015 visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale (*JORF n°0037 du 12 février 2017 texte n° 28*).

Justice

- **Echelonnement indiciaire des membres du **corps des tribunaux administratifs** et des **cours administratives d'appel****

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000034010995

Décret n° 2017-140 du 6 février 2017 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel (*JORF n°0033 du 8 février 2017 texte n° 23*).

- **Procédure devant le tribunal de grande instance saisi d'une demande de retrait de l'**autorité parentale** ou d'une demande en déclaration judiciaire de délaissement parental ; Procédure devant le juge aux affaires familiales saisi d'une demande de délégation de l'exercice de l'**autorité parentale** ; **Administration légale****

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000034015526

Décret n° 2017-148 du 7 février 2017 portant diverses dispositions de procédure en matière d'autorité parentale (*JORF n°0034 du 9 février 2017 texte n° 36*).

- **Mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel dont l'acte d'autorisation fait l'objet d'une dispense de publication**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000034020393

Décret n° 2017-154 du 8 février 2017 modifiant le décret n° 2007-914 du 15 mai 2007 pris pour l'application du I de l'article 30 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (*JORF n°0035 du 10 février 2017 texte n° 16*).

- **Réforme des modalités de fixation du tarif des actes de médecine légale, de psychologie légale, des analyses toxicologiques et des actes de radiologies**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000034097238

Décret n° 2017-248 du 27 février 2017 relatif aux modalités de fixation des tarifs des actes prescrits dans le domaine de la médecine légale, de la psychologie légale, de la toxicologie, de la biologie et de la radiologie et relevant des frais de justice (*JORF n°0050 du 28 février 2017 texte n° 32*).

Travail, Emploi, Formation Professionnelle et Dialogue Social

- **Mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations et à l'avenir de la fonction publique au corps de l'Inspection du travail**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033982168

Décret n° 2017-131 du 3 février 2017 modifiant le décret n° 2003-770 du 20 août 2003 portant statut particulier du corps de l'inspection du travail (*JORF n°0031 du 5 février 2017 texte n° 20*).

- **Seuils d'assujettissement des contributions des employeurs au développement de la formation continue**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000034097349

Décret n° 2017-249 du 27 février 2017 relatif aux seuils d'assujettissement aux obligations de participation au développement de la formation professionnelle continue des employeurs (*JORF n°0050 du 28 février 2017 texte n° 39*).

III- Publications officielles

Présentations établies par l'équipe de veille.

• **Enquêtes**

- **Québec - Protecteur du Citoyen : Une allergie à l'iode non prise en compte lors d'un examen à l'hôpital**, enquête publiée le 6 Février 2017

Source : <https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/resultats-d-enquetes/une-allergie-iode-non-prise-en-compte-examen-hopital>

Un homme se plaint au Protecteur du Citoyen que deux technologues en imagerie médicale n'ont pas pris en compte son allergie à l'iode lors d'un examen à l'hôpital...

- **Québec - Un établissement de détention ne prend pas en compte la condition médicale d'une personne incarcérée**, enquête publiée le 13 Février 2017

Source : <https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/resultats-d-enquetes/etablissement-detention-etat-sante-personne-incarceree>

Une personne incarcérée porte plainte au Protecteur du citoyen, car les agents de services correctionnels ne lui donnent pas son insuline aux heures prescrites par son médecin, ce qui lui cause des problèmes compte tenu de son état de santé...

- **Québec - Interdiction de visite à l'hôpital injustifiée**, enquête publiée le 27 Février 2017

Source : <https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/resultats-d-enquetes/interdiction-de-visite-a-l-hopital-injustifiee>

Une dame s'est fait interdire de visiter son mari à l'hôpital en raison d'une période d'éclosion de gastro-entérite. Elle juge que cette interdiction était injustifiée et porte plainte au Protecteur du Citoyen...

• Plan stratégique

- **Canada - Plan stratégique de l'Ombudsman des services bancaires et d'investissement (OSBI) 2017-2021**, publié le 19 Janvier 2017

Source : <https://www.obsi.ca/en/download/fm/580>

Présentation

Ce plan quinquennal constitue la première feuille de route stratégique publiée par l'organisation depuis sa création en 1996.

Chargé d'enquêter et de régler les différends entre les consommateurs et les fournisseurs de services financiers, l'OSBI vise, à travers la mise en œuvre du présent plan stratégique, à « *consolider sa valeur et sa réputation d'Ombudsman financier indépendant et de confiance canadien et à renforcer son rôle dans la consolidation des fondements du secteur des services financiers au Canada* ».

A cet effet, quatre (4) orientations stratégiques principales sont définies. Il s'agit de :

- ✓ Fournir des services de grande valeur et être le fournisseur de choix en matière de règlement des différends ;
- ✓ Établir des relations durables grâce à la sensibilisation des intervenants à l'importance des services offerts par l'OSBI ;
- ✓ Favoriser l'amélioration continue et la résilience organisationnelle ;
- ✓ Investir dans les ressources humaines de l'OSBI.

Etabli en 13 pages, ce plan expose les titres suivants :

- ✓ Création du plan stratégique de l'OSBI ;
- ✓ Le plan stratégique ;
- ✓ Mesures de réussite ;

• Rapport annuel

- **Québec - Rapport annuel 2015 des activités du Bureau du Protecteur du Citoyen de la Ville de Longueuil**, publié en Juillet 2016

Source : https://www.longueuil.quebec/sites/longueuil/files/publications/rapport_annuel_2015_protecteur_citoyen.pdf

Présentation







Le présent rapport expose les activités du Bureau du Protecteur du Citoyen de la Ville de Longueuil, dont la mission consiste à intervenir et à enquêter chaque fois qu'un

acte ou qu'une décision émanant d'un fonctionnaire ou d'un représentant de la Ville (*l'Administration municipale*) paraisse raisonnablement porter atteinte aux droits d'un citoyen ou lui faire subir un préjudice.

En effet, pendant la période allant du 1^{er} Janvier jusqu'au 31 Décembre 2015, le Bureau du Protecteur du Citoyen a reçu 133 requêtes dont 70% (93) constituent des demandes d'interventions. Les 30%(40) restants sont considérés comme demandes d'information. Pour ce qui du délai de traitement, il a été estimé, dans 82% des cas, à 8 jours ou moins.

D'un autre côté, les recommandations émises par le Bureau du Protecteur du Citoyen au titre de l'année 2015 sont au nombre de (4) quatre, et portent sur les points suivants : le logement non conforme (2), le délai de réponse ou de traitement des plaintes déposées au centre d'appel 311(1) et le contrat de location d'espace (1).

Ce rapport de 31 pages est structuré ainsi qu'il suit :

- ✓ Faits saillants ;
 -  Statistiques et activités ;
 -  Observations et recommandations.
- ✓ Conclusion ;
 -  Annexe 1 : Présentation du Bureau du Protecteur du Citoyen ;
 -  Annexe 2 : Règles de fonctionnement du Bureau du Protecteur du Citoyen ;
 -  Annexe 3 : Extrait des articles 573.14 à 573.20 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ;
 -  Annexe 4 : Définitions pour la classification des dossiers.

• **Rapport d'investigation**

- **Québec - Rapport d'enquête du Protecteur du Citoyen intitulé : « Indemnisation des victimes d'actes criminels : pour une prise en charge efficace et diligente de personnes vulnérables », rendu public le 15 septembre 2016**
Source : https://protecteurducitoyen.qc.ca/sites/default/files/pdf/rapports_speciaux/2016-09-15-IVAC.pdf

Présentation

Le présent rapport est consacré à la gestion du régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels en vigueur et en particulier au traitement administratif d'une demande

de prestations, par la Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels (l'IVAC), intégrée à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

La réalisation de cette enquête, déclenchée par le nombre croissant de plaintes individuelles reçues et jugées fondées les cinq dernières années, comprend plusieurs actions, en l'occurrence : les entrevues avec des employés de l'IVAC et l'analyse d'un certain nombre de dossiers sélectionnés selon un mode aléatoire, les rencontres avec les principaux organismes œuvrant auprès des victimes et l'examen du cadre législatif applicable, considéré désuet depuis longtemps.

A l'issue de son enquête, le Protecteur du Citoyen a énuméré sept (7) thématiques regroupant l'ensemble des problématiques constatées, et a formulé par conséquent trente-trois (33) recommandations à la direction de l'IVAC.

Dans 101 pages, les points suivants sont développés :

- ✓ L'intervention du Protecteur du Citoyen :
 - ✚ L'information destinée aux victimes d'actes criminels ;
 - ✚ L'admissibilité au régime ;
 - ✚ La prise en charge et l'évaluation des besoins ;
 - ✚ Les indemnités et les services ;
 - ✚ Les pratiques du Bureau médical ;
 - ✚ La motivation des décisions rendues en première instance ;
 - ✚ Les pratiques du Bureau de la révision administrative ;
 - ✚ Le pouvoir de reconsidération des décisions erronées ;
 - ✚ La gestion des délais.
- ✓ Conclusion

• Rapport thématique

- **France - « Accueil téléphonique et dématérialisation des services publics : les résultats d'une enquête mystère », Septembre 2016**
Source : http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/inc_version_finale_1.pdf

Présentation

Cette publication renferme les résultats de l'enquête mystère menée par le Défenseur des Droits en partenariat avec l'Institut National de la Consommation (INC), auprès des plateformes téléphoniques de services publics, du 17 mars au 26 avril 2016.

L'objectif consiste à « *appréhender l'impact de la **dématérialisation** sur l'accès aux services publics, en étudiant les capacité d'accueil, d'écoute et de réponse aux **sollicitations téléphoniques** des usagers, et en particulier les **réorientations sur les sites internet** ».*

A cet effet, le choix s'est porté sur (3) trois organismes à savoir la CNAMTS², la CNAF³, et pôle emploi car ils sont sollicités par un public assez large. De plus, leurs prestations revêtent une importance particulière dans la vie quotidienne des usagers.

Par ailleurs, la présente enquête qui se veut complémentaire au travail d'évaluation réalisé régulièrement par les services concernés, rappelle la nécessité de poursuivre la réflexion sur la stratégie de dématérialisation adoptée par les organismes publics de façon à renforcer la complémentarité des différents modes d'accueil, et garantir par conséquent l'effectivité du principe d'égalité d'accès aux services publics pour les populations qui se trouvent en situation de vulnérabilité « moins connectées », soit parce qu'elles ne disposent pas de connexion internet chez elles ou qu'elles rencontrent des difficultés à l'utiliser.

Dans 85 pages, ce document expose le contexte et les objectifs de l'enquête, la méthodologie adoptée, les résultats ainsi que les réponses des services contactés.

² L'assurance maladie.

³ Caisse nationale d'allocations familiales.

IV- Veille jurisprudentielle

- **Jurisprudence administrative étrangère**

- République Française : Décisions du Conseil d'Etat

Actes législatifs et administratifs

Ñ **Droit de l'extradition : interdiction d'extrader une personne bénéficiant de la protection subsidiaire**, *Conseil d'État, 2ème - 7ème chambres réunies, 30/01/2017, 394172, Publié au recueil Lebon*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033958344&fastReqId=2019548425&fastPos=105&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 01-04-03-04-01 Les principes généraux du droit de l'extradition font obstacle à ce qu'une personne bénéficiant de la protection subsidiaire puisse faire l'objet, aussi longtemps qu'il n'a pas été mis fin à cette protection, d'une extradition vers son pays d'origine...

Ñ **Principes généraux du droit : principes intéressant l'action administrative : garanties diverses accordées aux agents publics : protection fonctionnelle**, *Conseil d'État, 10ème - 9ème chambres réunies, 13/01/2017, 386799, Publié au recueil Lebon*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033889694&fastReqId=909839921&fastPos=184&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : Il résulte d'un principe général du droit que, lorsqu'un agent public est mis en cause par un tiers à raison de ses fonctions, il incombe à la collectivité dont il dépend de le couvrir des condamnations civiles prononcées contre lui, dans la mesure où une faute personnelle détachable du service ne lui est pas imputable...

Associations et fondations

Ñ **Recours d'une association nationale contre une décision administrative locale : réglementation limitant l'accès à une grande ville et notamment aux soins qui y sont dispensés**, *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 07/02/2017, 392758*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000034013210&fastReqId=2019548425&fastPos=75&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : Si, en principe, le fait qu'une décision administrative ait un champ d'application territorial fait obstacle à ce qu'une association ayant un ressort national justifie d'un intérêt lui donnant qualité pour en demander l'annulation, il peut en aller

autrement lorsque la décision soulève, en raison de ses implications, notamment dans le domaine des libertés publiques, des questions...

Assurance et prévoyance

Ñ **Code des assurances : respect par l'assuré de son obligation d'utiliser l'indemnité à la remise en état de l'immeuble en cas de dommage sur un immeuble**, *Conseil d'État, 7ème - 2ème chambres réunies, 10/02/2017, 397630*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000034026097&fastReqlId=2019548425&fastPos=25&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 12-03 La subrogation légale de l'assureur dans les droits et actions de l'assuré, prévue par l'article L. 121-12 du code des assurances, est subordonnée au seul paiement à l'assuré de cette indemnité en exécution du contrat d'assurance et ce, dans la limite de la somme versée...

Collectivités territoriales

Ñ **Code général des collectivités territoriales : renouvellement général du conseil municipal : nécessité de procéder à une nouvelle désignation de l'ensemble des sièges de conseillers communautaires attribués à la commune**, *Conseil d'État, 10ème - 9ème chambres réunies, 13/01/2017, 399323*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033891916&fastReqlId=909839921&fastPos=186&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 135-05-01-01 Il résulte des dispositions du b) du 1^o de l'article L. 5211-6-2 du CGCT code général des collectivités territoriales (CGCT) qu'en cas de renouvellement général du conseil municipal et s'il n'a pas été élu de conseillers communautaires à cette occasion, l'ensemble des sièges de conseillers communautaires attribués à la commune doivent faire l'objet d'une désignation...

Compétence

Ñ **Code de la santé publique : Ordre des médecins, des chirurgiens-dentistes ou des sages-femmes : Décisions d'un conseil départemental : recours auprès du conseil régional et du conseil national**, *Conseil d'État, 4ème - 5ème chambres réunies, 01/02/2017, 389933*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033970238&fastReqlId=2019548425&fastPos=92&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 17-05-02-07 Les décisions d'un conseil départemental de l'ordre des médecins, des chirurgiens-dentistes ou des sages-femmes, rendues sur des demandes d'inscription au tableau de la profession peuvent faire l'objet, en vertu de l'article L.

4112-4 du code de la santé publique (CSP) d'un recours auprès du conseil régional puis d'un recours devant le conseil national...

Ñ **Agents de droit public : ressortissant français ayant conclu un contrat pour pourvoir un emploi en service à l'étranger : statut des agents contractuels de l'état et des établissements publics de l'état à caractère administratif**, *Conseil d'État, 7ème - 2ème chambres réunies, 27/01/2017, 399793*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033936370&fastReqId=2019548425&fastPos=130&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 17-03-02-04-01 Le décret n° 69-697 du 18 juin 1969 du 18 juin 1969 portant fixation du statut des agents contractuels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, de nationalité française, en service à l'étranger est applicable aux contrats...

Contributions et taxes

Ñ **Droit au bail commercial : dépenses visant à acquérir des droits supplémentaires liés au bail**, *Conseil d'État, 3ème - 8ème chambres réunies, 27/01/2017, 391817*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033936350&fastReqId=2019548425&fastPos=127&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : Le droit au bail commercial fait partie, par nature, des éléments de l'actif immobilisé. Les dépenses qui visent à acquérir des droits supplémentaires liés à ce bail ne sont, dès lors, pas déductibles...

Ñ **Code général des impôts : exonération de la taxe sur la valeur ajoutée : cours ou leçons dispensés avec le concours de personnes salariées**, *Conseil d'État, 3ème - 8ème chambres réunies, 27/01/2017, 391373*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033936348&fastReqId=2019548425&fastPos=134&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 19-06-02-02 Il résulte des dispositions de l'article 261 du code général des impôts (CGI) que les leçons qu'un enseignant ou moniteur donne avec le concours de personnes qu'il salarie ne peuvent être regardées...

Ñ **Code général des impôts : cession des droits de représentation ou de reproduction : taux réduit de TVA**, *Conseil d'État, 3ème - 8ème chambres réunies, 27/01/2017, 390660*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033936345&fastReqId=909839921&fastPos=140&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 19-06-02-09-01 Il résulte des dispositions du g) de l'article 279 du code général des impôts (CGI) que la cession à des tiers, par les auteurs d'œuvres de l'esprit,

des droits de représentation ou de reproduction qu'ils détiennent sur celles-ci est soumise...

Ñ **Code général des impôts : cas de vacance du logement : contribuable devant justifier avoir accompli les diligences nécessaires pour que son bien puisse être reloué**, *Conseil d'État, 8ème - 3ème chambres réunies, 25/01/2017, 387034*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033924879&fastReqId=909839921&fastPos=142&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : Il résulte des dispositions du f) du 1° du I de l'article 31 du code général des impôts (CGI) qu'en cas de vacance du logement, du fait du départ du locataire au cours de la période d'engagement de location de neuf ans qu'elles prévoient, le maintien de l'avantage fiscal...

Ñ **Impôts sur les sociétés : refus du bénéfice d'avantages fiscaux subordonnés à une condition de respect d'obligations de déclaration du chiffre d'affaires**, *Conseil d'État, 9ème - 10ème chambres réunies, 18/01/2017, 389268*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033894325&fastReqId=909839921&fastPos=156&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : Les dispositions de l'article 302 nonies du code général des impôts (CGI) qui subordonnent le bénéfice d'avantages fiscaux en matière d'impôts sur les sociétés et sur le revenu à une condition liée au respect d'obligations de déclaration du chiffre d'affaires, dont la méconnaissance est par ailleurs réprimée par les sanctions fiscales prévues à l'article 1728 du même code, n'ont pas pour objet...

Domaine

Ñ **Domaine public : absence de droit acquis au renouvellement d'une autorisation ou d'une convention d'occupation temporaire du domaine public : faculté pour le gestionnaire du domaine de rejeter, sous le contrôle de juge, une demande de renouvellement pour un motif d'intérêt général suffisant**, *Conseil d'État, 8ème - 3ème chambres réunies, 25/01/2017, 395314, Publié au recueil Lebon*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033924887&fastReqId=909839921&fastPos=147&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 24-01-02-01 S'il résulte des principes généraux de la domanialité publique que les titulaires d'autorisations ou de conventions d'occupation temporaire du domaine public n'ont pas de droit acquis au renouvellement de leur titre...

Droits civils et individuels

Ñ **Insuffisance d'anonymisation des données : JCDecaux ne peut pas tracer les piétons**, *Conseil d'État, 10ème - 9ème chambres réunies, 08/02/2017, 393714*

Source : <https://www.legalis.net/actualite/insuffisance-danonymisation-des-donnees-jcdecaux-ne-peut-pas-tracer-les-pietons/>

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000034017907&fastReqId=2140332912&fastPos=21>

Dans une décision du 8 février 2017, le Conseil d'Etat a confirmé le refus de la Cnil⁴ d'autoriser l'expérimentation de la société JCDecaux ayant pour finalité de comptabiliser le flux des piétons sur la dalle du quartier d'affaires de Paris La Défense. Elle lui reprochait notamment de ne pas informer de ce traitement...

Ñ **Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : traitements automatisés intéressant la sûreté de l'état : fondement de l'art. 41 de la loi du 6 janvier 1978**, *Conseil d'État, Formation spécialisée, 08/02/2017, 403040*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000034017932&fastReqId=2019548425&fastPos=32&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 26-07-06 Le défaut de motivation de la décision, révélée par la lettre de la CNIL qui informe l'intéressé, sur le fondement de l'article 41 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, qu'il a été procédé aux vérifications, ne peut être...

Ñ **Code de justice administrative : contrôle juridictionnel : effectivité du contrôle juridictionnel de l'exercice du droit d'accès indirect aux données personnelles figurant dans des traitements intéressant la sûreté de l'Etat**, *Conseil d'État, Formation spécialisée, 08/02/2017, 396567*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000034017920&fastReqId=2019548425&fastPos=52&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 26-07-06 La dérogation apportée, par les dispositions des articles L. 773-2 et suivants du code de justice administrative, au caractère contradictoire de la procédure juridictionnelle, qui a pour seul objet de porter à la connaissance des juges des éléments couverts par le secret de la défense nationale et qui ne peuvent dès lors être communiqués au requérant, permet à la formation spécialisée...

⁴ Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés

Fonctionnaires et agents publics

Ñ **Changement de cadres : reclassement : cas où un fonctionnaire bénéficie d'une réduction d'ancienneté : promotion d'échelon rétroactive résultant d'une réduction d'ancienneté**, *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 10/02/2017, 392783*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000034026078&fastReqId=2019548425&fastPos=8&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 36-04-05 Réduction d'ancienneté accordée à un fonctionnaire titulaire d'un grade dans un nouveau corps créé tandis qu'était supprimé son ancien corps...

Ñ **Code du travail : agent titulaire ayant sollicité sa réintégration à l'issue d'une période de mise en disponibilité pour convenances personnelles : cas d'une demande de réintégration présentée moins de trois mois avant le terme de l'expiration de la période de disponibilité**, *Conseil d'État, 3ème - 8ème chambres réunies, 27/01/2017, 392860*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033936354&fastReqId=2019548425&fastPos=135&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 36-10-06-04 Un fonctionnaire qui, en méconnaissance des obligations s'imposant à lui du fait des dispositions de l'article 49 du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985, n'a présenté à son administration sa demande de réintégration au sein de son corps d'origine que moins de trois mois avant l'expiration de sa période de mise en disponibilité ne saurait être regardé...

Ñ **Licenciement : insuffisance professionnelle : absence de reclassement du fonctionnaire dans d'autres emplois que ceux correspondant à son grade**, *Conseil d'État, 4ème - 5ème chambres réunies, 18/01/2017, 390396, Publié au recueil Lebon*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033891908&fastReqId=909839921&fastPos=157&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : Si le licenciement pour insuffisance professionnelle d'un fonctionnaire ne peut être fondé que sur des éléments manifestant son inaptitude à exercer normalement les fonctions pour lesquelles il a été engagé ou correspondant à son grade et non sur une carence ponctuelle dans l'exercice de ses missions, aucun texte législatif ou réglementaire...

Juridictions administratives et judiciaires

Ñ **Code de justice administrative : rejet d'une demande de suspension d'un permis de construire : expiration du délai de recours quant à la date d'enregistrement de la requête au fonds**, *Conseil d'État, 2ème - 7ème chambres réunies, 30/01/2017, 394206*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033965898&fastReqId=2019548425&fastPos=123&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : Juge des référés statuant sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative (CJA) ayant rejeté une demande de suspension d'un permis de construire par une ordonnance se prononçant sur le caractère régulier de l'affichage du permis de construire sur le terrain...

Ñ **Service public pénitentiaire : conditions de détention : appréciation du caractère attentatoire à la dignité**, *Conseil d'État, 10ème - 9ème chambres réunies, 13/01/2017, 389711, Publié au recueil Lebon*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033889700&fastReqId=909839921&fastPos=183&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : En raison de la situation d'entière dépendance des personnes détenues vis-à-vis de l'administration pénitentiaire, l'appréciation du caractère attentatoire à la dignité des conditions de détention dépend notamment de leur vulnérabilité...

Logement

Ñ **Demandeur reconnu prioritaire ayant refusé une proposition de logement : offre inadaptée à ses besoins et capacités ou motif impérieux : cas d'une situation inhabituelle d'insécurité dans l'immeuble où est situé le logement : cas où le demandeur est victime d'une agression au cours de la visite du logement**, *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 10/02/2017, 388607*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000034026061&fastReqId=2019548425&fastPos=13&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : Lorsque le demandeur a refusé un logement qui lui avait été proposé à la suite de la décision de la commission, la juridiction ne peut adresser une injonction à l'administration...

Marchés et contrats administratifs

Ñ **Code des marchés publics : exécution technique du contrat de sous-traitance : faculté du maître d'ouvrage et de l'entrepreneur principal de réduire le droit au paiement direct par un acte spécial modificatif,**

Conseil d'État, 7ème - 2ème chambres réunies, 27/01/2017, 397311

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033936366&fastReqId=2019548425&fastPos=132&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : Il résulte des dispositions combinées de l'article 6 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 et de l'article 114 du code des marchés publics qu'en l'absence de modification des stipulations du contrat de sous-traitance relatives au volume des prestations du marché dont le sous-traitant assure l'exécution ou à leur montant...

Ñ **Achats de parcelles par une commune : office du juge de l'exécution,**

Conseil d'État, 8ème - 3ème chambres réunies, 25/01/2017, 372676

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033924876&fastReqId=909839921&fastPos=149&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : Achats de parcelles par une commune en vertu d'une délibération du 6 octobre 2006 du conseil municipal jugée inexistante et qui prononçait par ailleurs l'abrogation d'une délibération antérieure du 10 juillet 2006...

Police

Ñ **Habitat insalubre : suppression de l'habitat insalubre : dispositions relatives aux immeubles dont l'expropriation est indispensable à la démolition d'immeubles insalubres,**

Conseil d'État, 9ème - 10ème chambres réunies, 18/01/2017, 383374

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033891893&fastReqId=909839921&fastPos=168&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : La seule qualité de voisin d'un immeuble concerné par un arrêté portant déclaration d'insalubrité irrémédiable ne suffit pas à conférer un intérêt donnant qualité pour agir contre cet arrêté...

Procédure

Ñ **Casinos : réglementation des jeux dans les casinos : interdiction d'installer des machines à sous dans les espaces fumeurs,**

Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 07/02/2017, 395588

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000034013216&fastReqId=2019548425&fastPos=76&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : Cas de courriers du directeur de cabinet du Ministre de l'Intérieur informant des sociétés exploitant des casinos de ce que, contrairement à ce qu'elles avaient cru pouvoir déduire d'un courrier...

Ñ **Code de la santé publique : Office national d'indemnisation des accidents médicaux des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) : caractère obligatoire d'une vaccination ayant un lien de causalité avec un dommage**, *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 07/02/2017, 391912*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000034026072&fastReqId=2019548425&fastPos=77&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 54-02-02-01 Les litiges nés des décisions mentionnées à l'article R. 3111-31 du code de la santé publique (CSP), par lesquelles l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) se prononce sur le caractère obligatoire d'une vaccination...

Ñ **Code de justice administrative : avocat ne pouvant assurer sa propre représentation dans une instance à laquelle il est personnellement partie**, *Conseil d'État, 6ème - 1ère chambres réunies, 18/01/2017, 399893, Publié au recueil Lebon*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033891918&fastReqId=909839921&fastPos=165&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 54-06-05-09 1) Il résulte des dispositions des articles R. 811-7 et R. 431-2 du code de justice administrative (CJA) qu'un requérant exerçant la profession d'avocat ne peut, en principe, assurer sa propre représentation dans une instance à laquelle il est personnellement partie...

Professions, charges et offices

Ñ **Masseur-Kinésithérapeute : inscription à un seul tableau correspondant à celui du département où il a sa résidence professionnelle : possibilité de recours devant un conseil régional de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes et devant le conseil national pour saisine du juge**, *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 10/02/2017, 394756*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000034026086&fastReqId=2019548425&fastPos=17&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 55-01-02-018 1) Un masseur-kinésithérapeute ne peut être inscrit qu'à un seul tableau, qui est celui du département où il a sa résidence professionnelle. Par suite, en cas d'inscription sur un nouveau tableau départemental...

Ñ **Discipline professionnelle : absence de paiement d'impôts par un médecin : faits de nature à justifier une sanction : faits de nature à déconsidérer la profession : absence de radiation**, *Conseil d'État, 4ème - 5ème chambres réunies, 18/01/2017, 394562*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033891912&fastReqId=909839921&fastPos=161&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 55-04-02-01-01 Si le fait, pour un médecin, de n'avoir pas payé des sommes dues au titre de la taxe d'habitation et de l'impôt sur le revenu est constitutif d'un comportement de nature à déconsidérer la profession, qui peut justifier une sanction...

Radiodiffusion sonore et télévision

Ñ **Conseil supérieur de l'audiovisuel : pouvoir de mise en demeure : invitation de l'éditeur et du distributeur à se conformer à l'avenir à des obligations jusqu'à présent méconnues**, *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 10/02/2017, 391088*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000034026065&fastReqId=2019548425&fastPos=22&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : Les dispositions de l'article 42 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 qui confèrent au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) le pouvoir de procéder à une mise en demeure impliquent, alors même qu'elle n'entre dans aucune des catégories de décisions administratives...

Responsabilité de la puissance publique

Ñ **Perte de revenus subie par la victime d'un accident : indemnité versée sous la forme d'un capital : cas d'une personne proche de l'âge de la retraite**, *Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 07/02/2017, 394801*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000034013214&fastReqId=2019548425&fastPos=78&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : Indemnisation sous la forme d'un capital d'une perte de revenus subie par une personne contrainte de diminuer son activité professionnelle à la suite d'une contamination à l'hépatite C à l'hôpital. Compte tenu de la proximité relative du départ à la retraite de la victime...

Santé publique

Ñ **Orientation des patients vers l'établissement de santé apte à les prendre en charge en liaison avec le SAMU : transport par une structure mobile d'urgence et de réanimation : financement exclusif au titre de l'aide médicale urgente**, *Conseil d'État, 1ère - 6ème chambres réunies, 08/02/2017, 393311*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000034017903&fastReqId=2019548425&fastPos=43&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 61-01-02 Les établissements de santé autorisés à prendre en charge des patients accueillis dans une structure des urgences sont responsables, lorsqu'elle est médicalement nécessaire, de l'orientation de ces personnes vers l'établissement de santé apte à les prendre en charge, en liaison avec le SAMU. Dans un tel cas, le transport du patient vers cet établissement...

Travail et emploi

Ñ **Code du travail : validation ou homologation administrative des plans de sauvegarde de l'emploi (loi du 14 juin 2013) : exigence de motivation : éléments devant figurer dans la motivation**, *Conseil d'État, 4ème - 5ème chambres réunies, 01/02/2017, 391744, Publié au recueil Lebon*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000034007950&fastReqId=2019548425&fastPos=89&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 66-07 En vertu de l'article L. 1233-57-4 du code du travail, la décision expresse par laquelle l'administration homologue un document fixant le contenu d'un plan de sauvegarde de l'emploi doit énoncer les éléments de droit et de fait qui en constituent le fondement...

Urbanisme et aménagement du territoire

Ñ **Code de l'urbanisme : condition selon laquelle les constructions et installations ne doivent pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole**, *Conseil d'État, 1ère - 6ème chambres réunies, 08/02/2017, 395464, Publié au recueil Lebon*

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000034017910&fastReqId=2019548425&fastPos=29&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : Les dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme, éclairées par les travaux préparatoires de la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 dont elles sont issues, ont pour objet de conditionner l'implantation de constructions et installations nécessaires à des équipements...

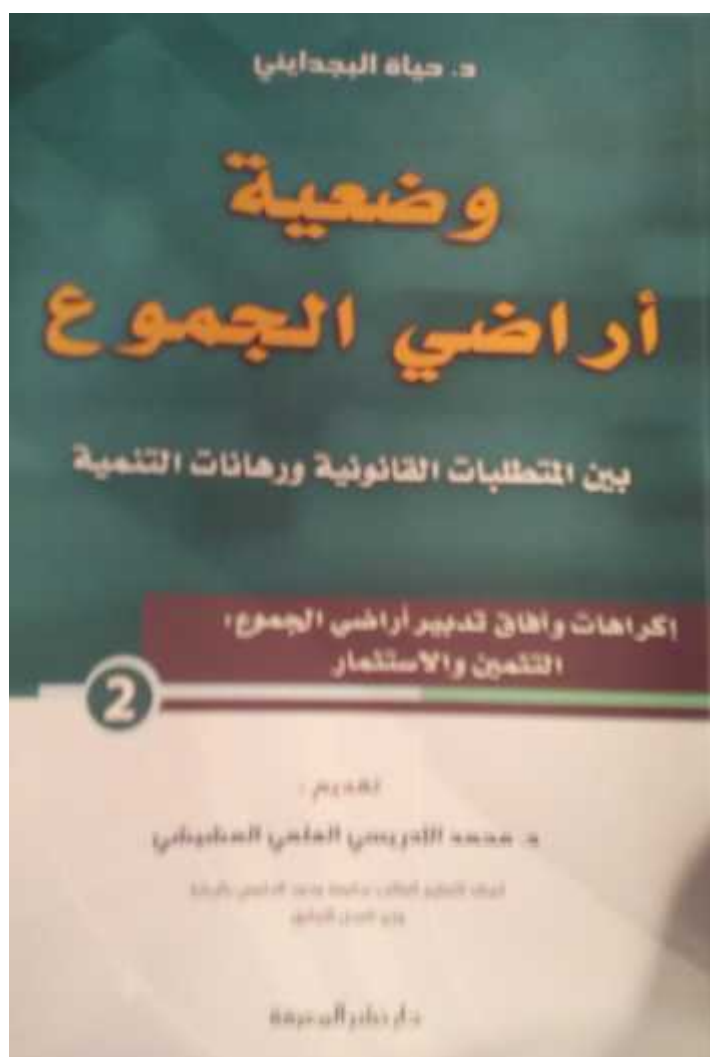
V- Dernières Parutions

- Nouveautés papier

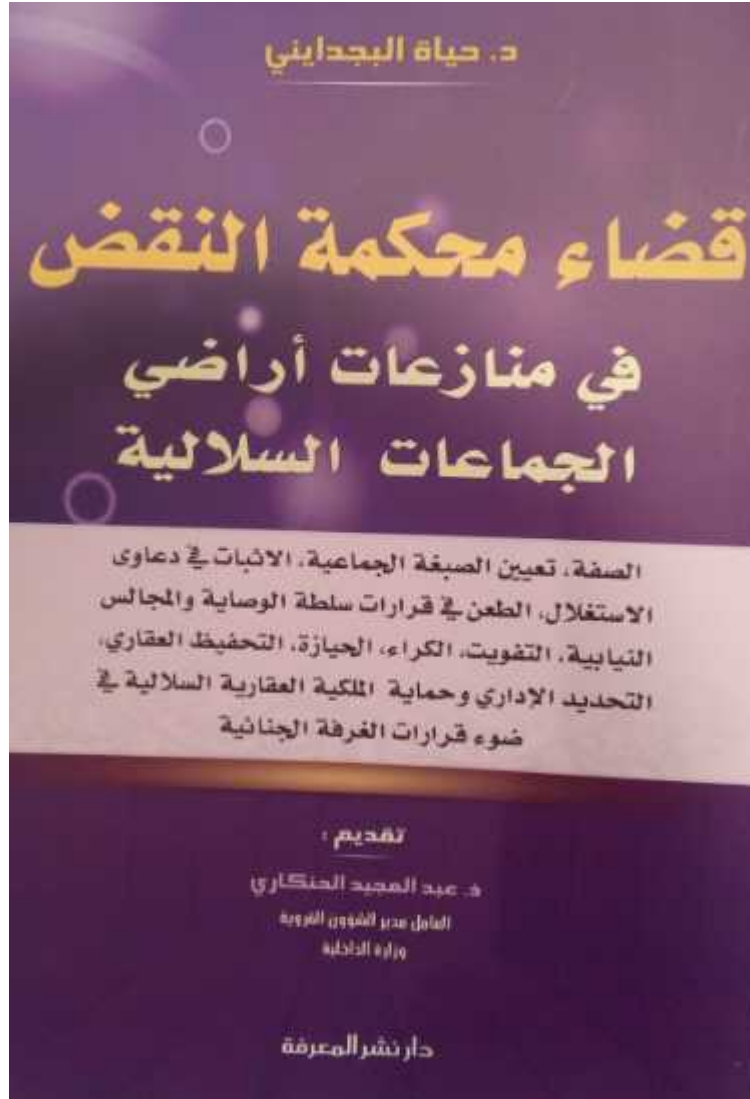
- Editions nationales

- ✓ Livres

- **وضعية أراضي الجموع : بين المتطلبات القانونية ورهانات التنمية**



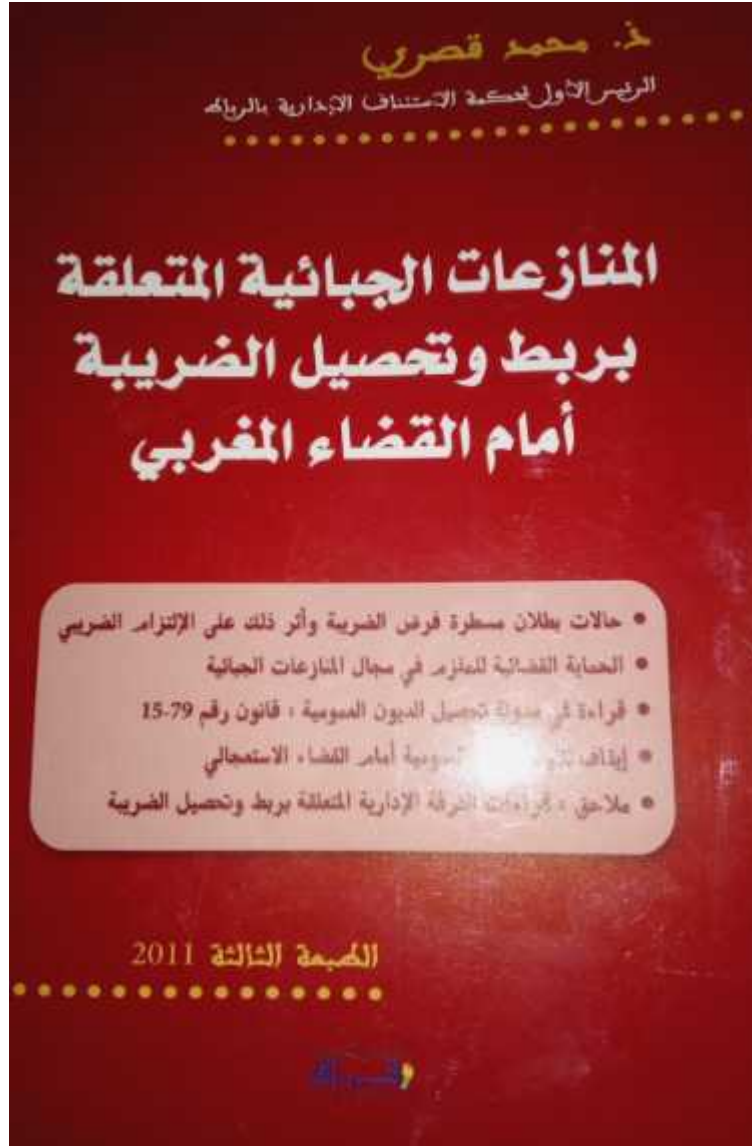
• : منازعات أراضي الجماعات السلاوية



- المنازعات الوقفية : بين مواقف محاكم الموضوع وتو ه :



- المنازعات الجبائية المتعلقة بربط وتحصيل الضريبة أمام القضاء المغربي



• إدماج مقارنة النوع في الوظيفة العمومية



• إشكالية التأخير والتسوية في حق الترقية



• تنظيم التبادل الإلكتروني للمعطيات القانونية عبر الإنترنت



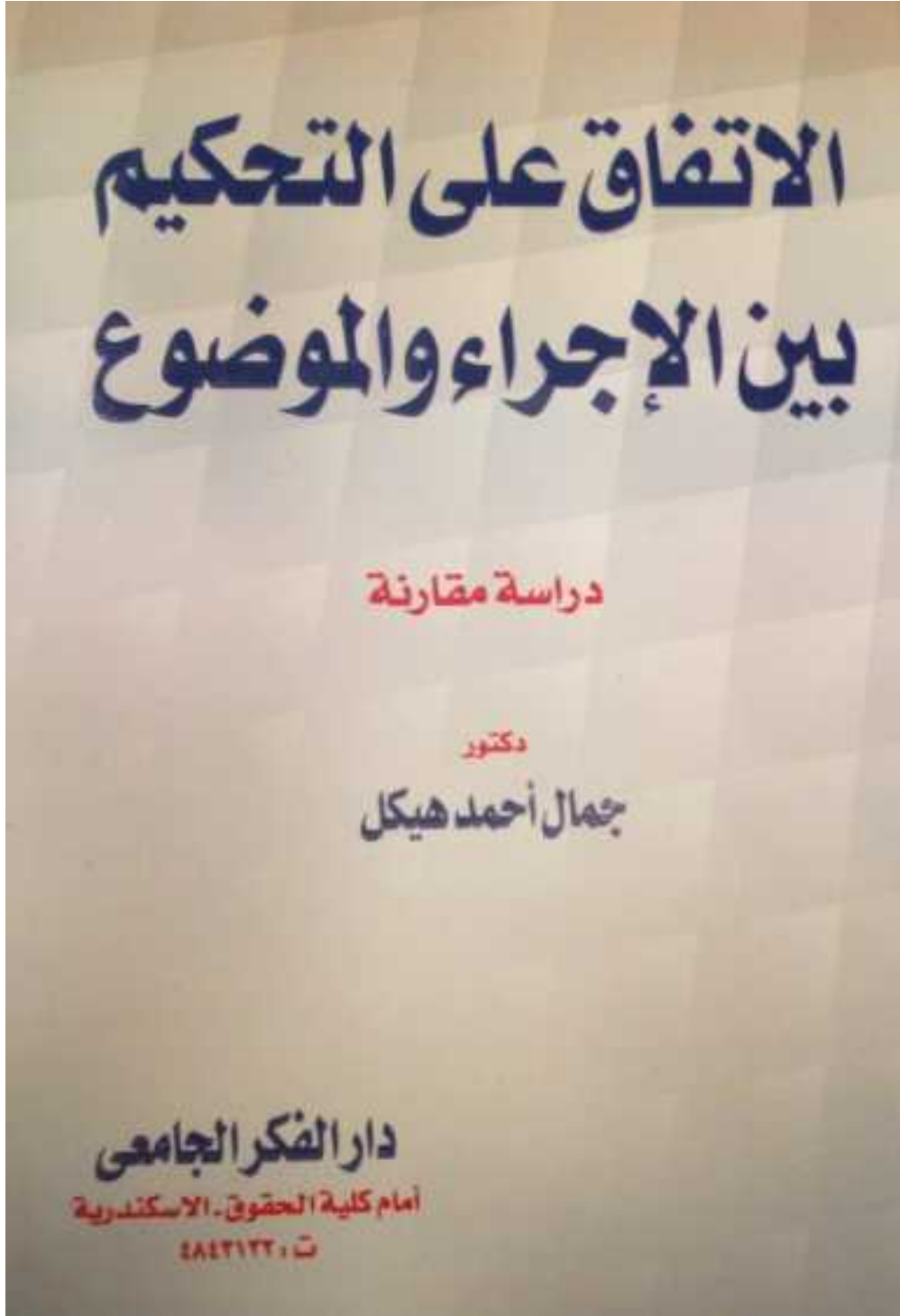
- Editions étrangères

- ✓ Livres

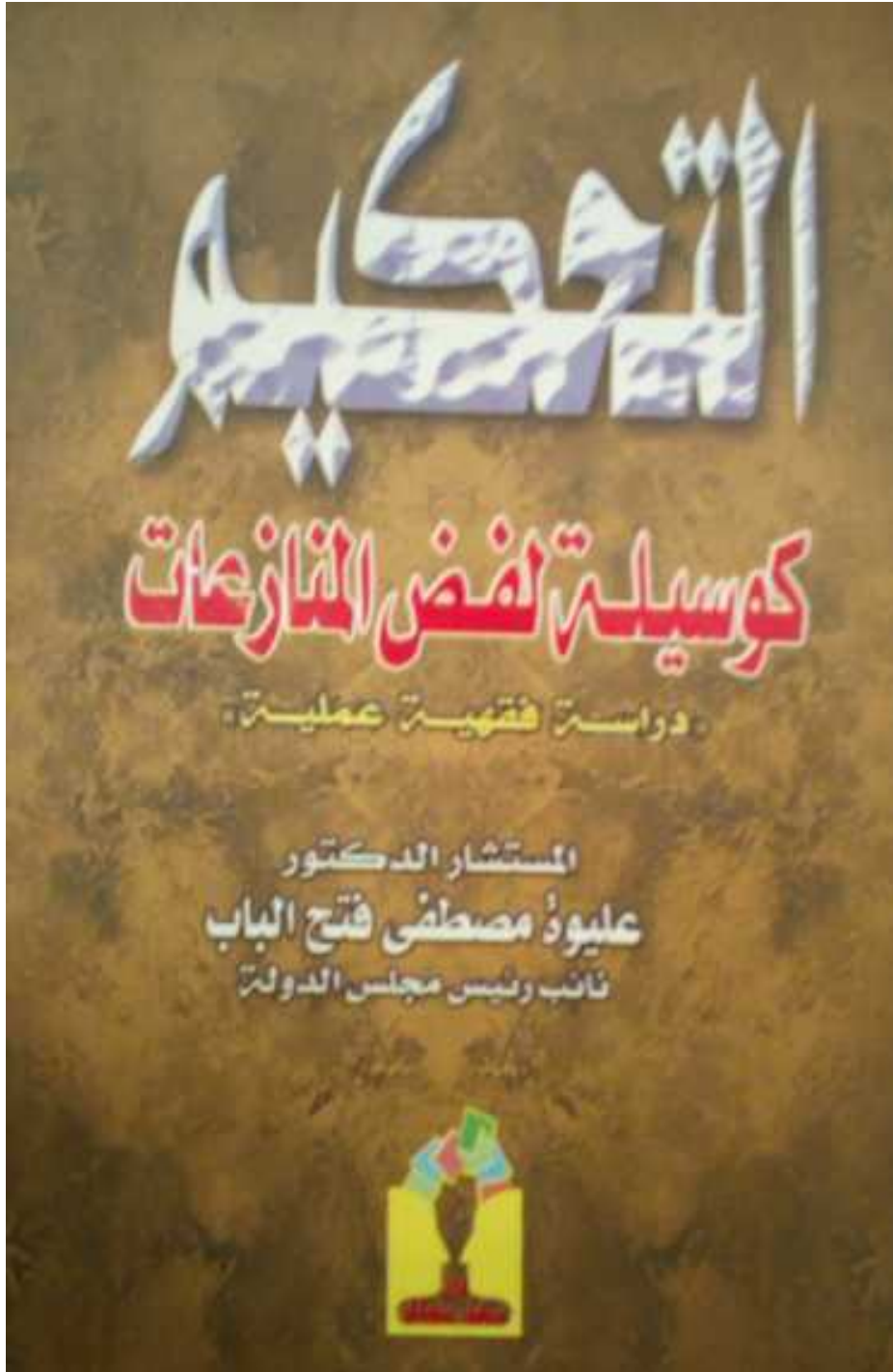
- الاتفاق على الصلح والتوفيق بين المتنازعين



- الاتفاق على التحكيم بين الإجراء والموضوع



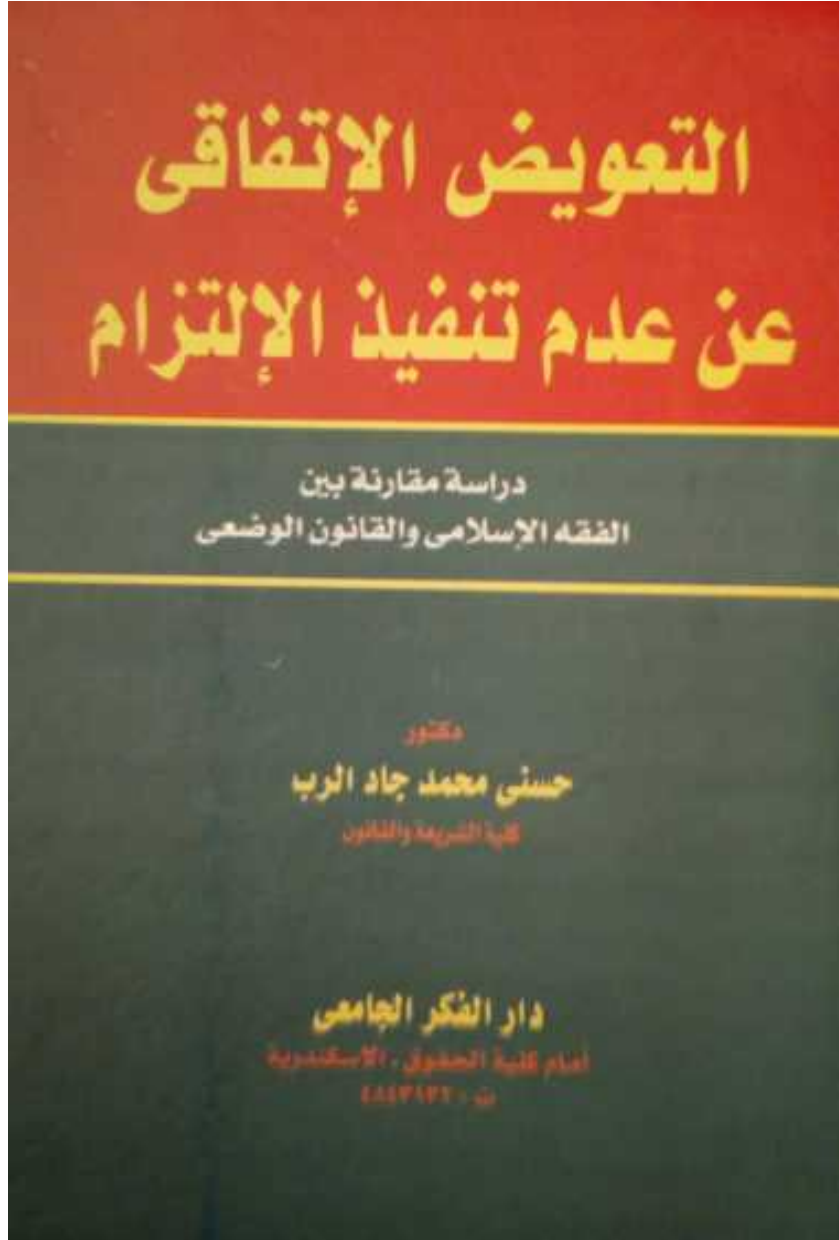
- التحكيم كوسيلة لفض المنازعات : دراسة فقهية عملية



- إتجاه الجهات الإدارية للتحكيم الإختياري في العقود الإدارية

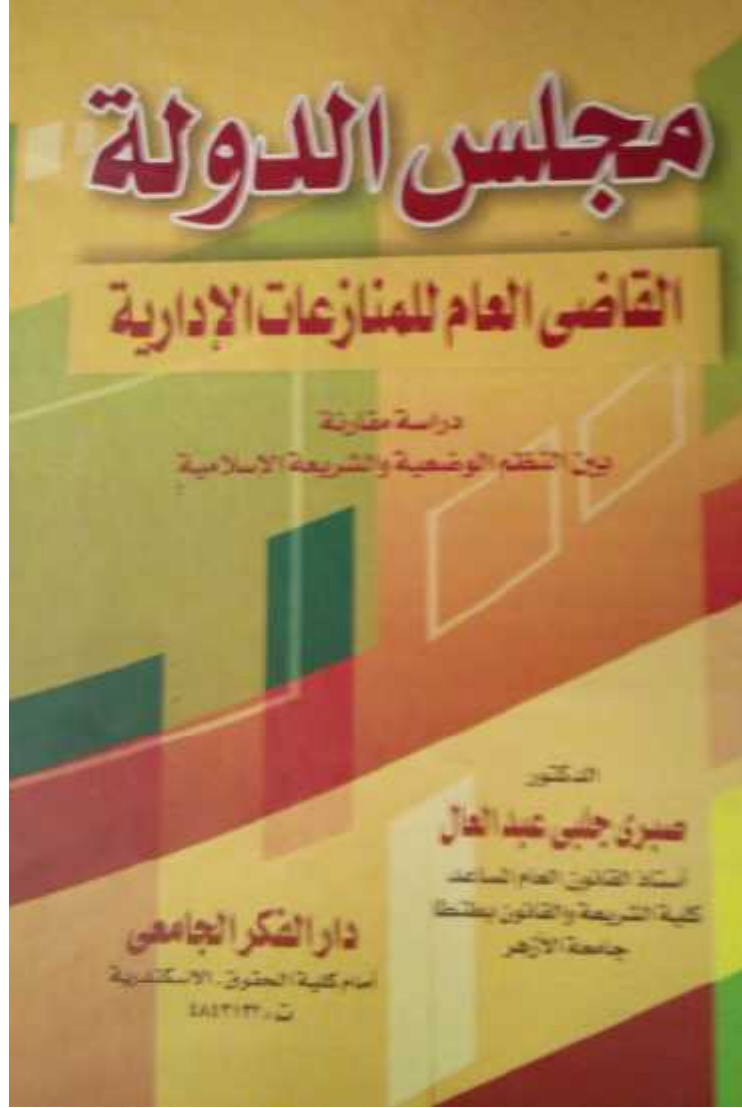


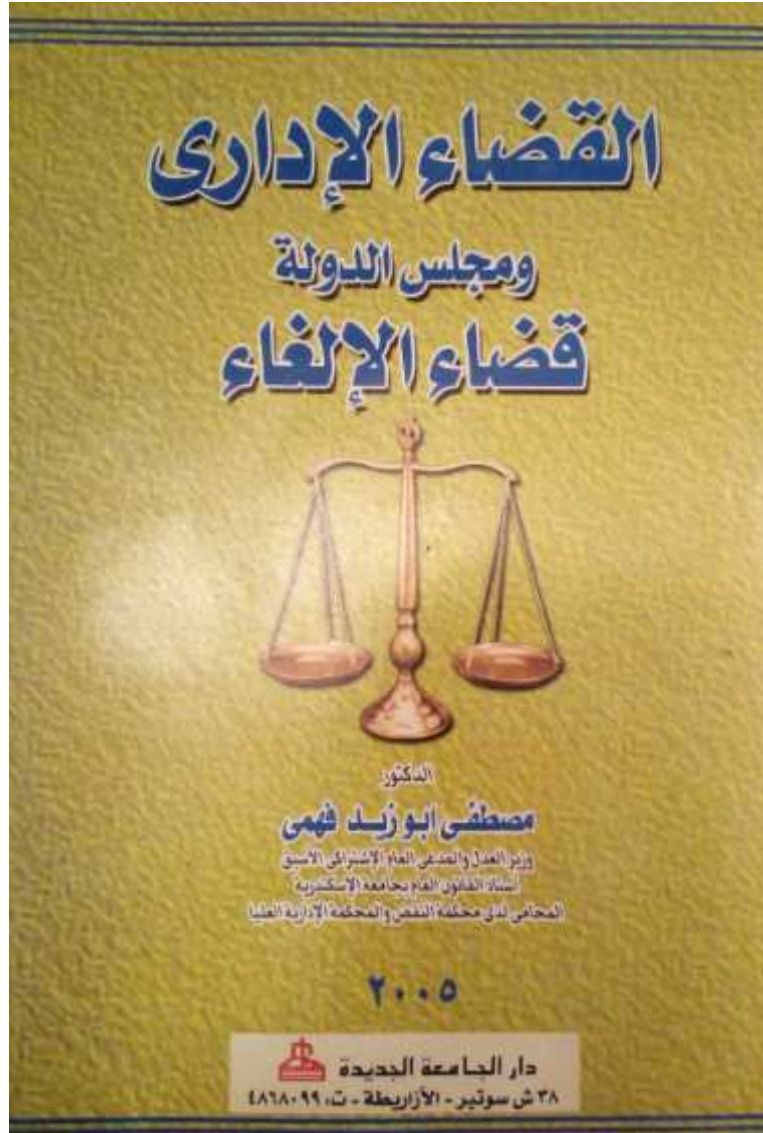
- التعويض الإتفاقي عن عدم تنفيذ الإلتزام : دراسة مقارنة بين الفقه الإسلامي والقانون

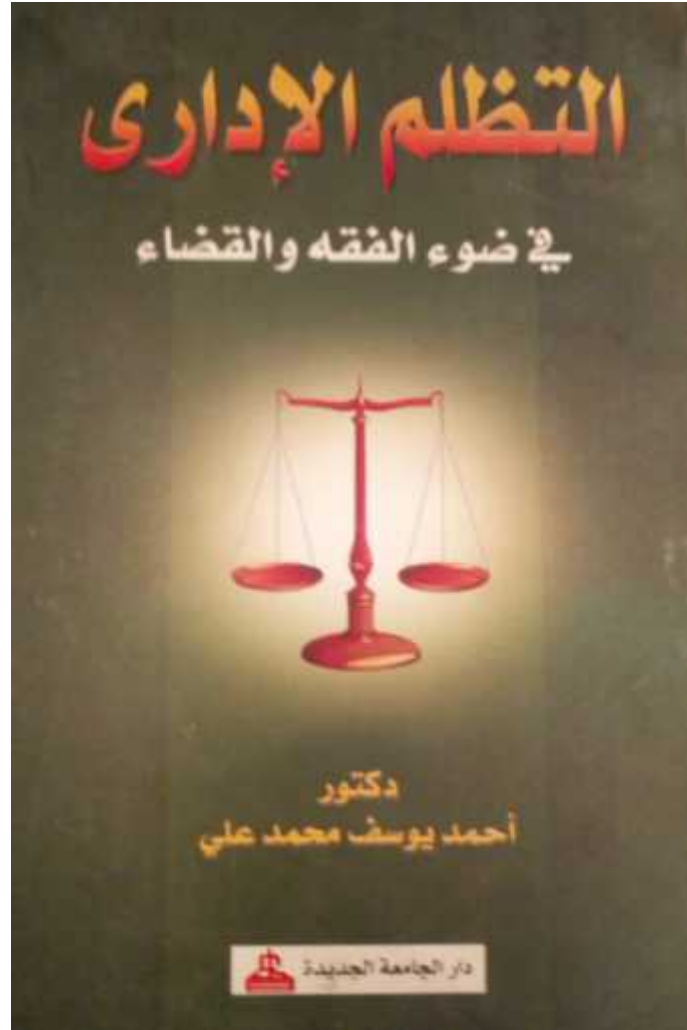


القاضي العام للمنازعات الإدارية : دراسة مقارنة بين النظم الوضعية والشريعة

الإسلامية







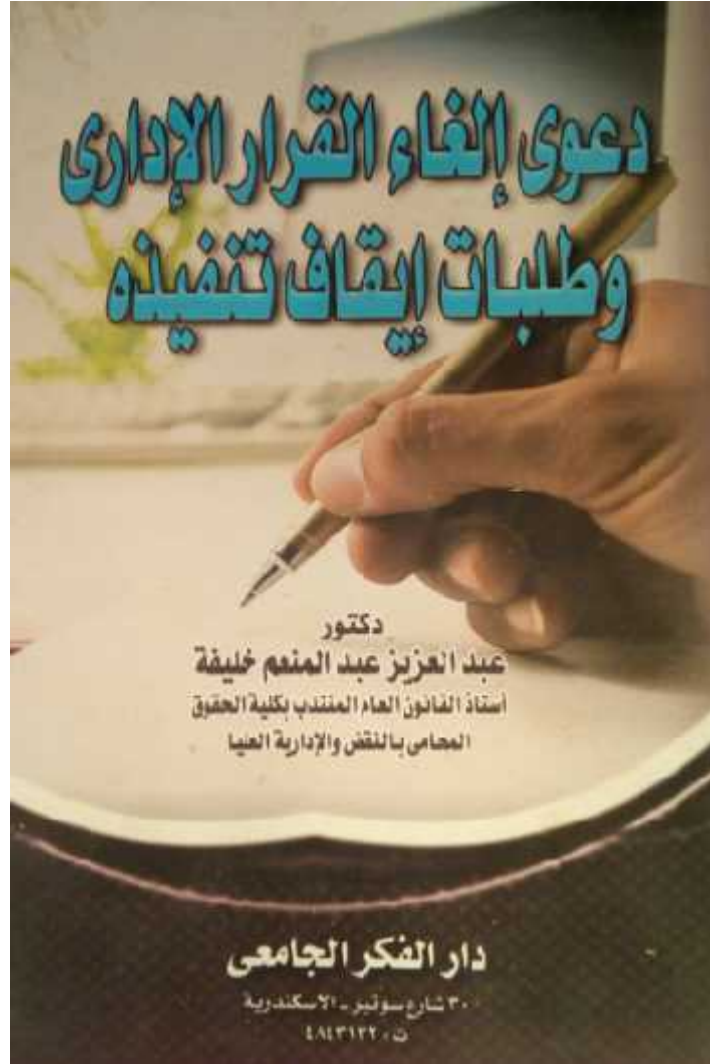
قضاء التعويض : قضاء الموظفين

: مبدأ المشروعية :

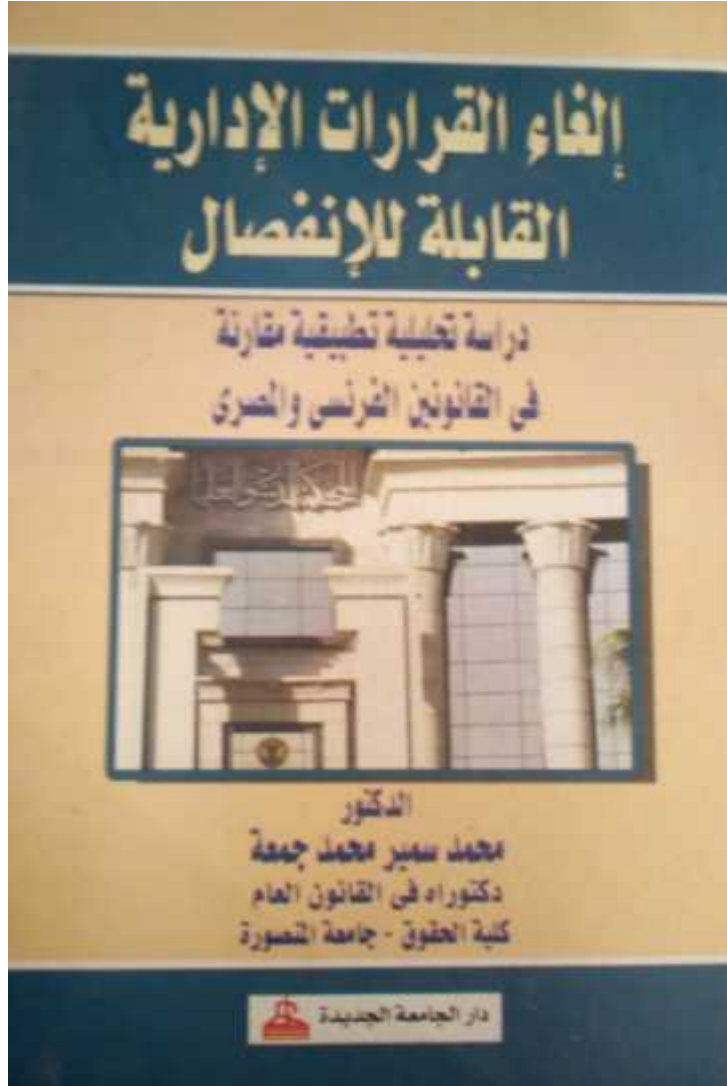
•



• دعوى إلغاء القرار الإداري وطلبات إيقاف تنفيذه



الإدارية القابلة للإنفصال : دراسة تحليلية تطبيقية مقارنة في القانونين الفرنسي



- البطلان والانعدام في القرارات الإدارية : مصر والدول العربية



:

•



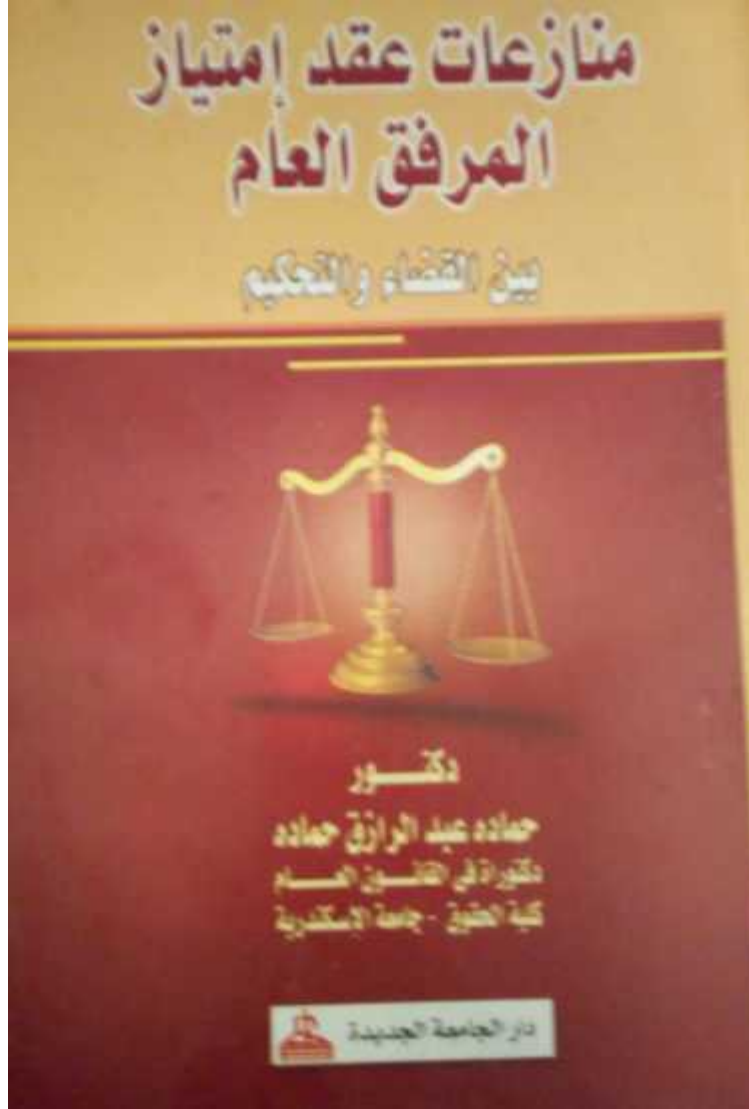
• النظرية العامة للقرارات والعقود الإدارية



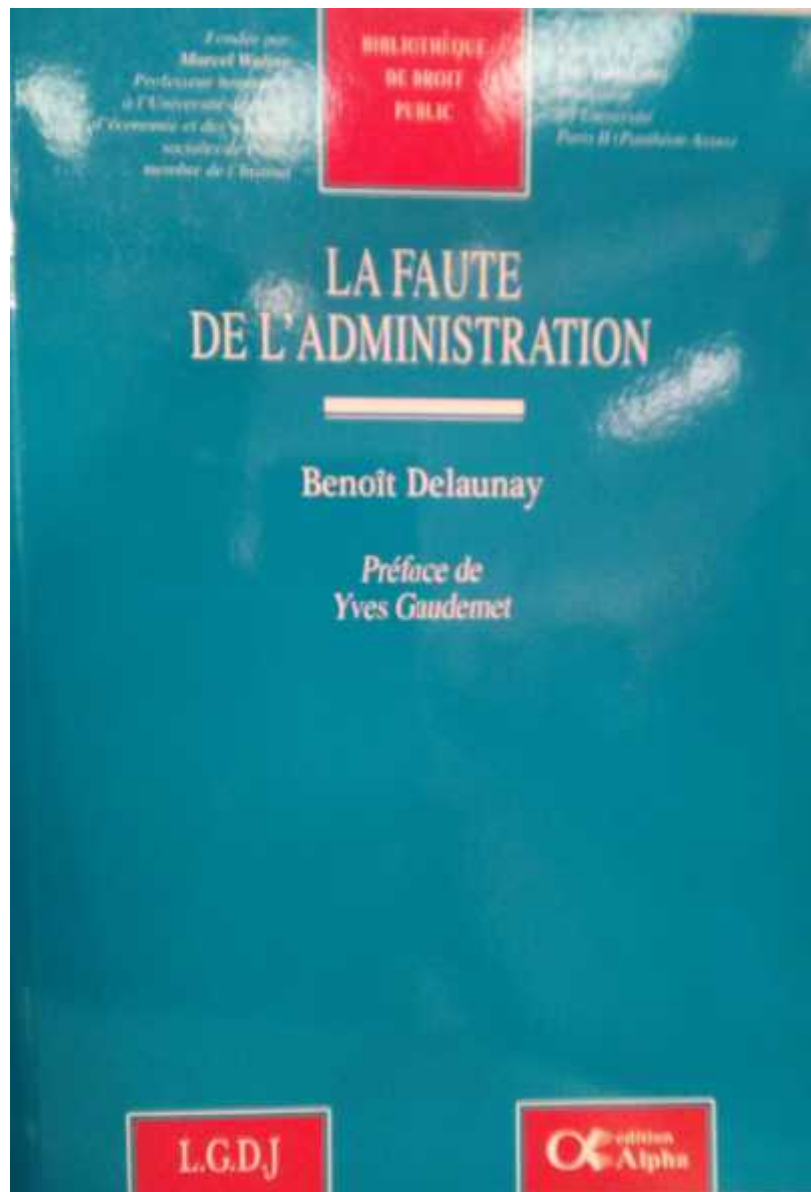
• مبدأ عدم الرجعية في القرارات الإدارية



- منازعة عقد امتياز المرفق العام : بين القضاء والتحكيم



- La faute de l'administration



- الانحراف بالسلطة التقديرية للإدارة : إساءة استعمالها :



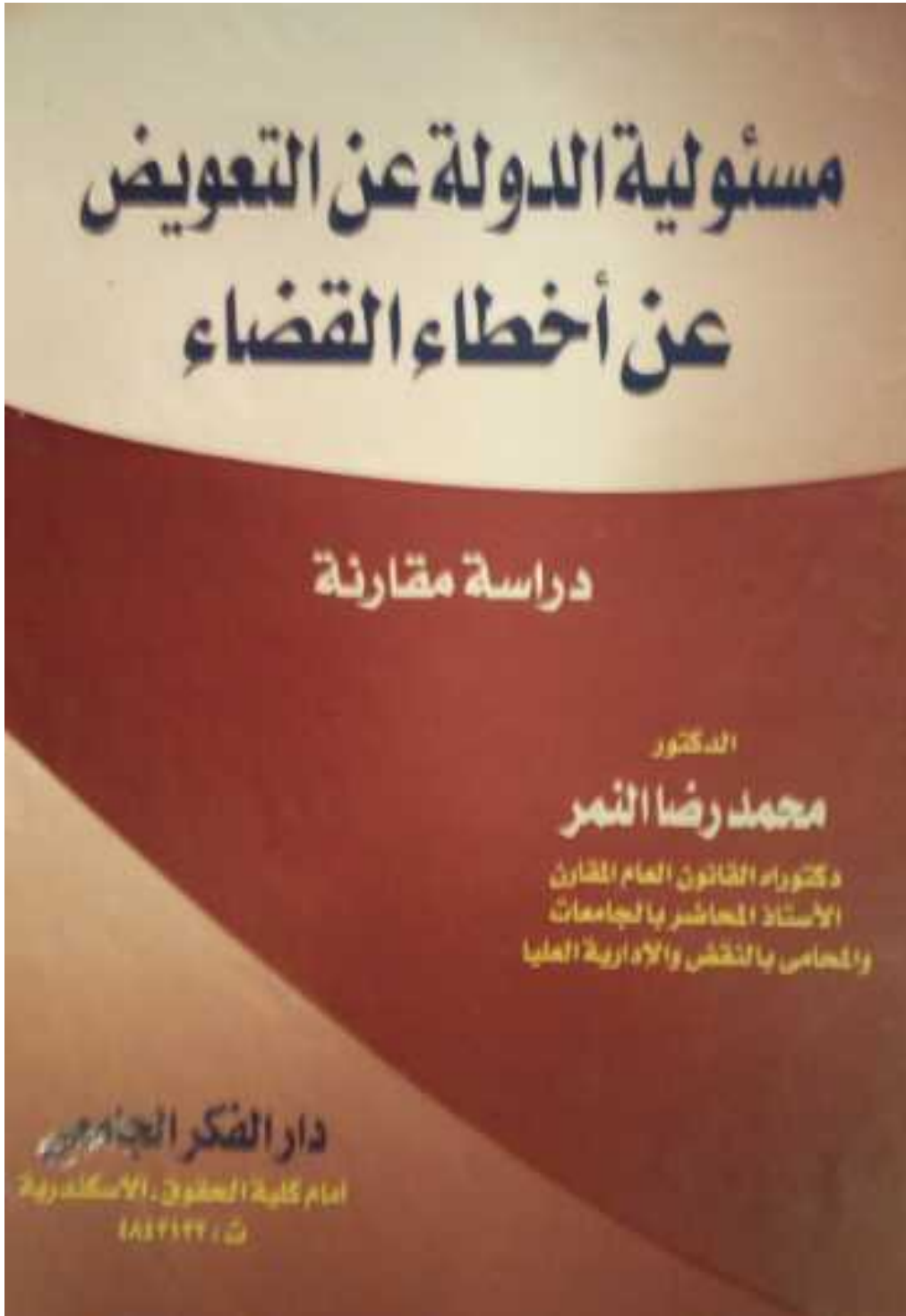
• سلطة الإدارة بين التقييد والتقدير :



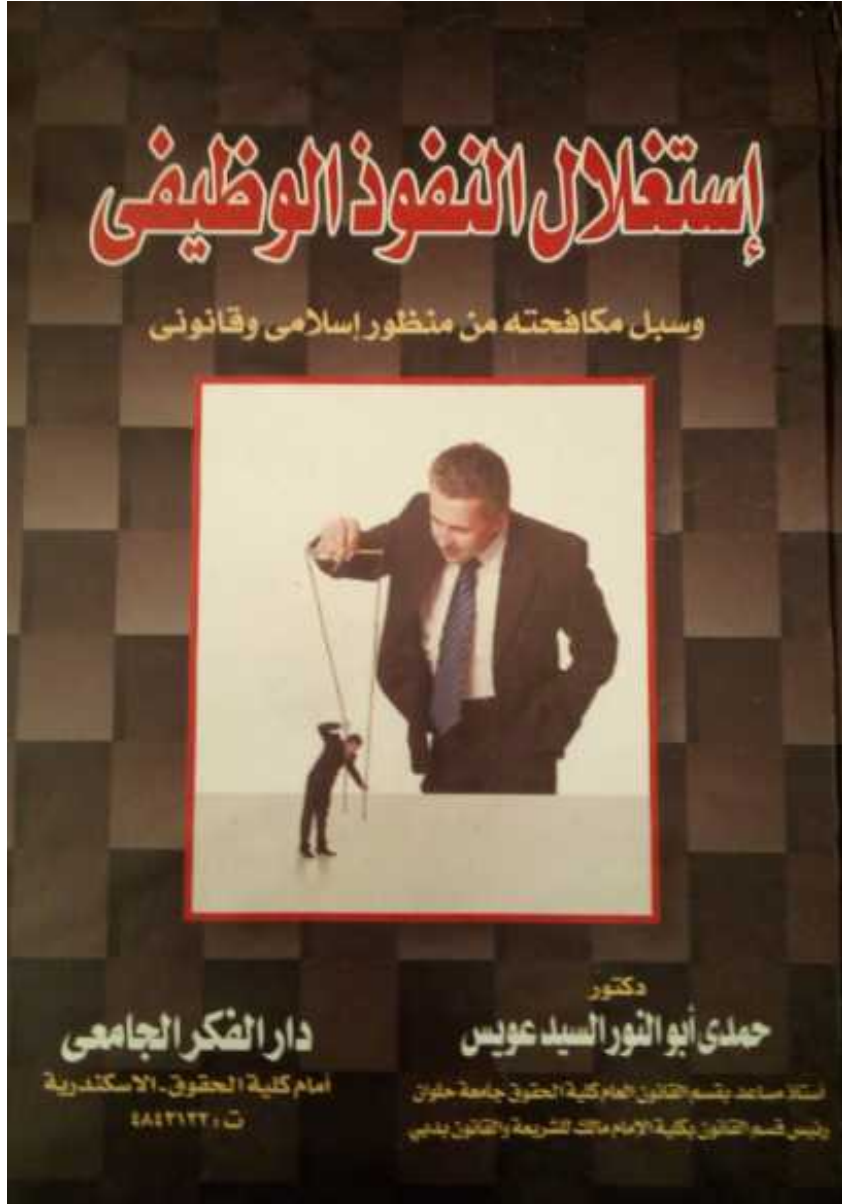
- **مسئولية الإدارة عن أخطاء موظفيها : دراسة مقارنة حول نظرية الخطأ الشخصي والخطأ المرفقي مع التعليق على بعض تشريعات الخدمة المدنية المحلية الجديدة**



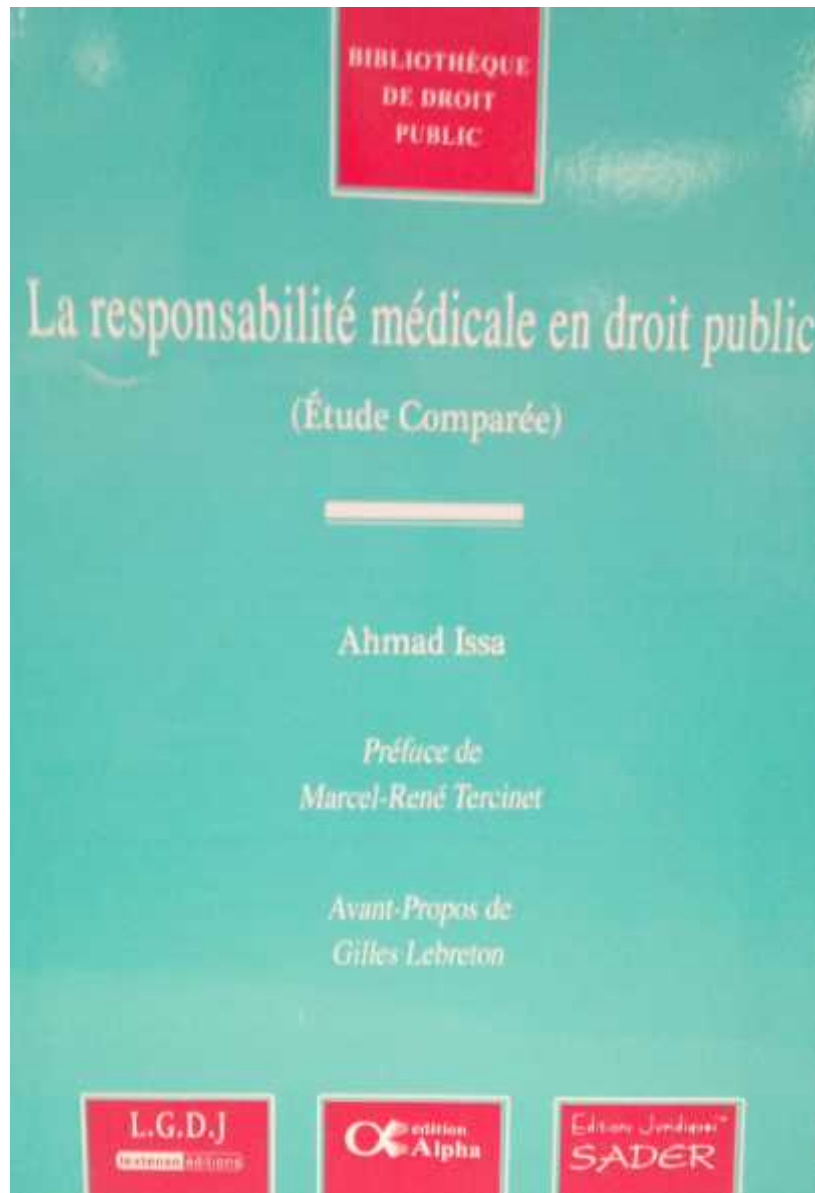
- مسؤولية الدولة عن التعويض عن أخطاء القضاء :



- استغلال النفوذ الوظيفي وسبل مكافحته من منظور إسلامي وقانوني



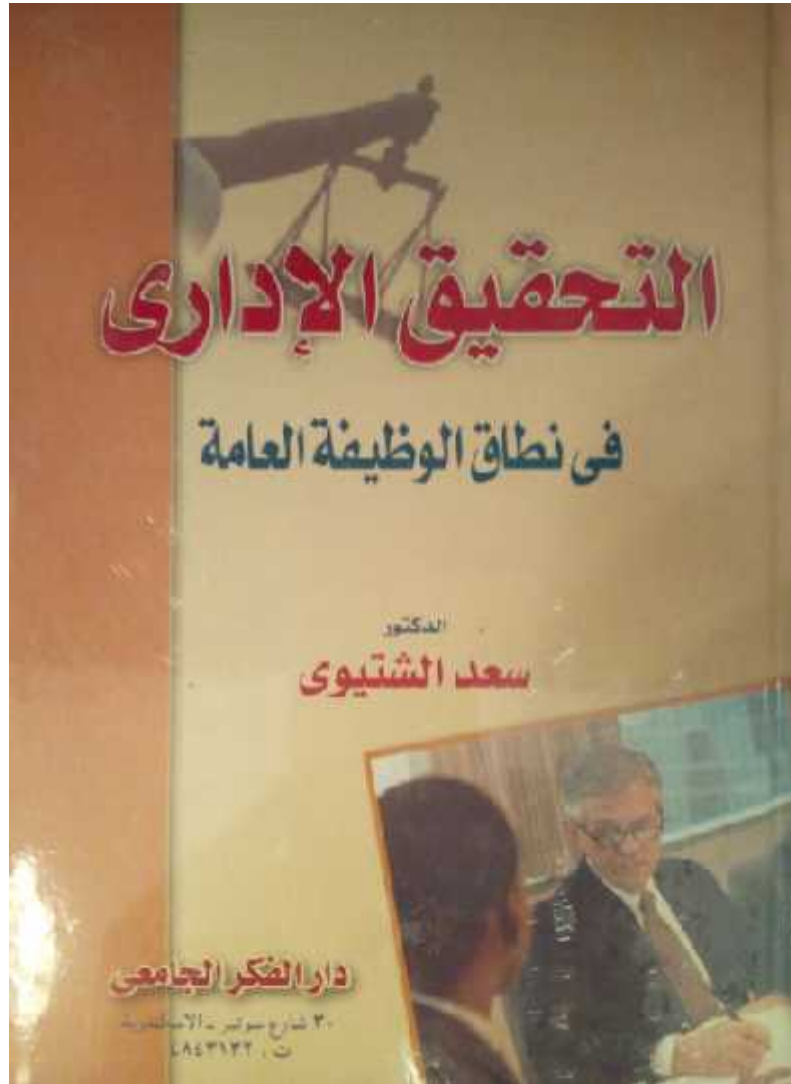
- **La responsabilité médicale en droit public : étude comparée**



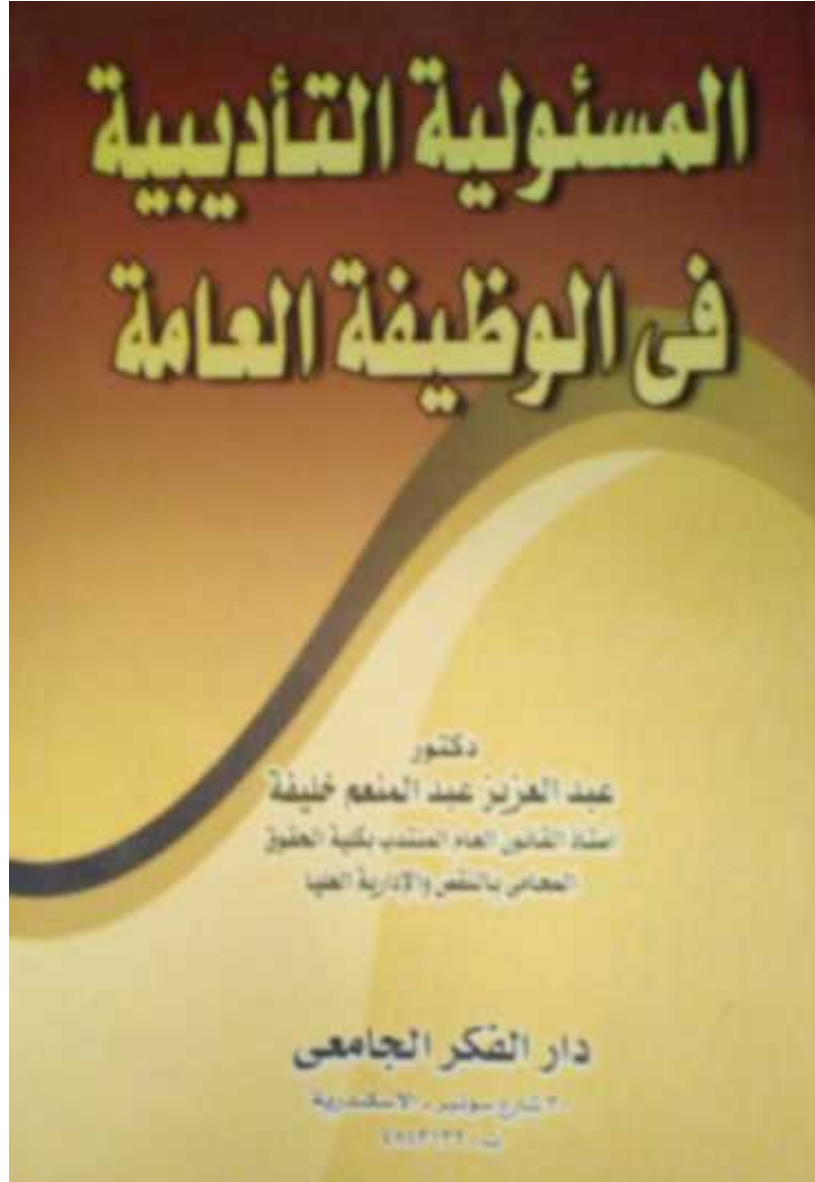
- **الموظفين : التعريف بالموظف العام :**
المدنية : الدعاوى الانضباطية : التحقيق الإداري : ضمانات التحقيق :

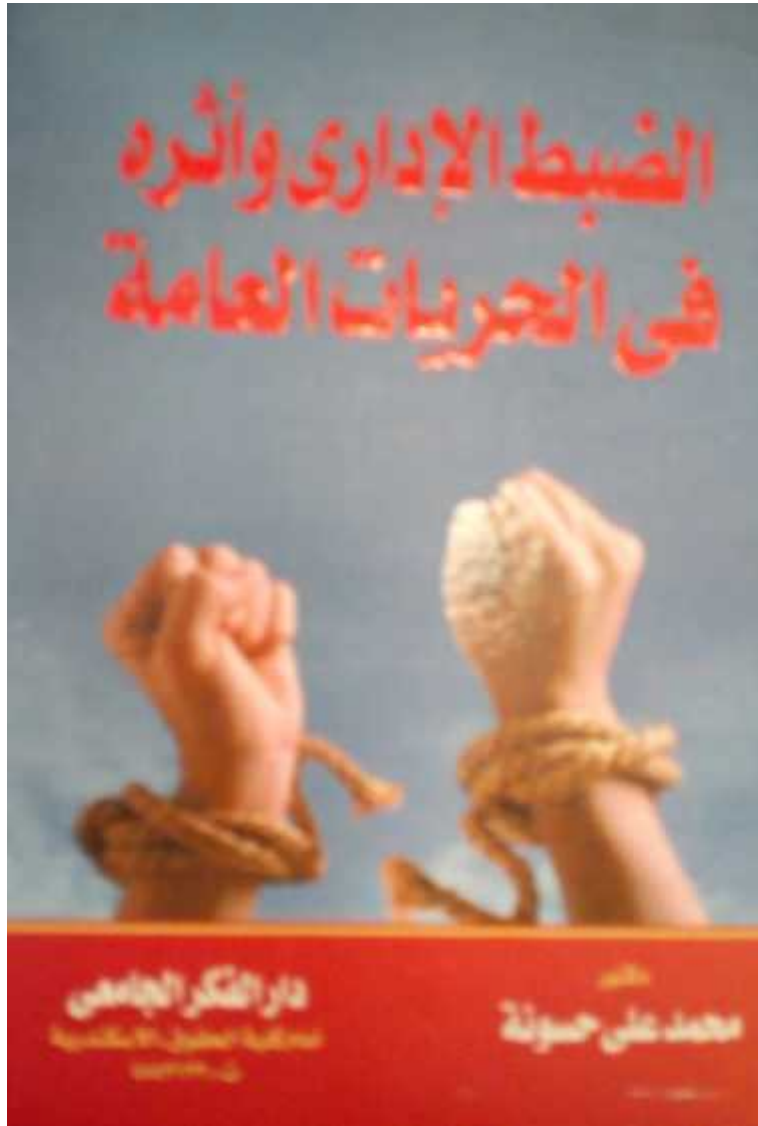


• التحقيق الإداري : افاق الوظيفة العامة



• المسؤولية التأديبية في الوظيفة العامة

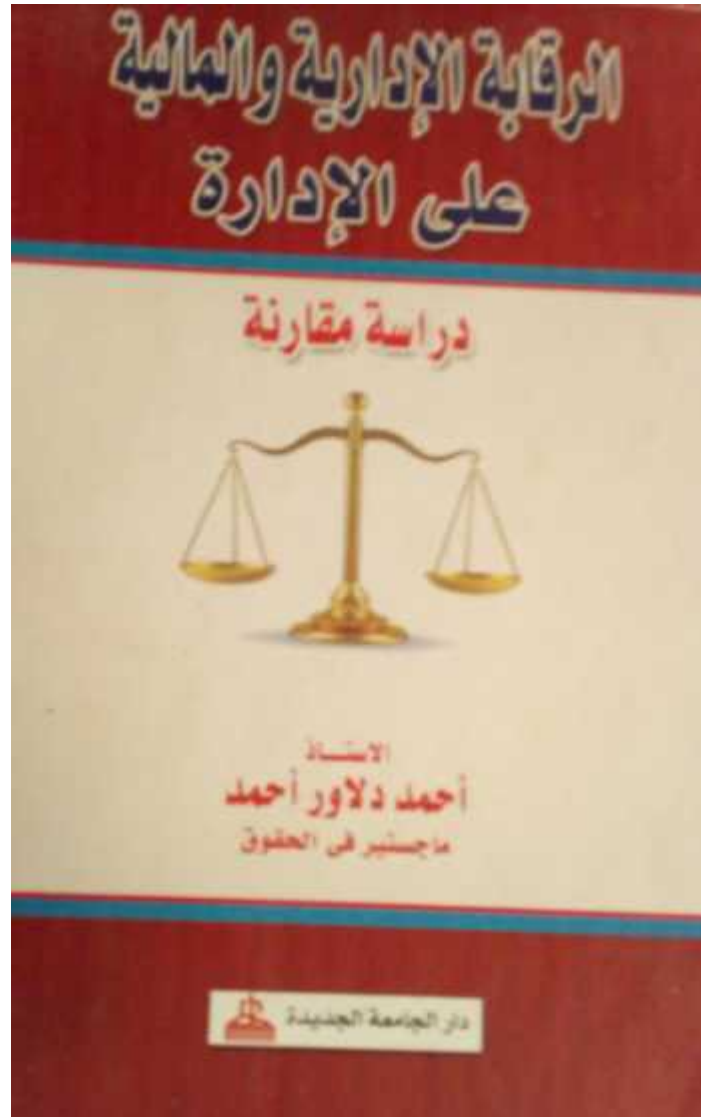




- النظرية العامة لقانون العقوبات الإداري : ظاهرة الحد من العقاب



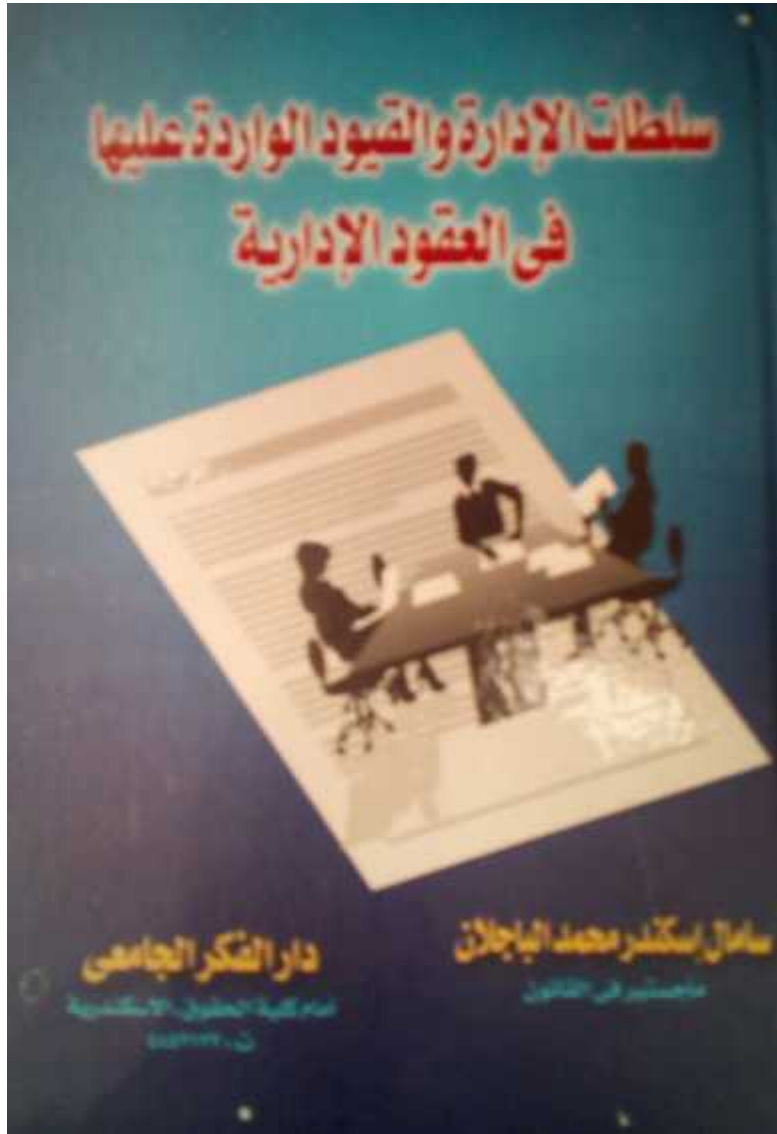
- الرقابة الإدارية والمالية على الإدارة :



• سلطات الإدارة في العقود الإدارية : دراسة تطبيقية



• سلطات الإدارة والقيود الواردة عليها في العقود الإدارية



• امتيازات السلطة العامة في العقد الإداري



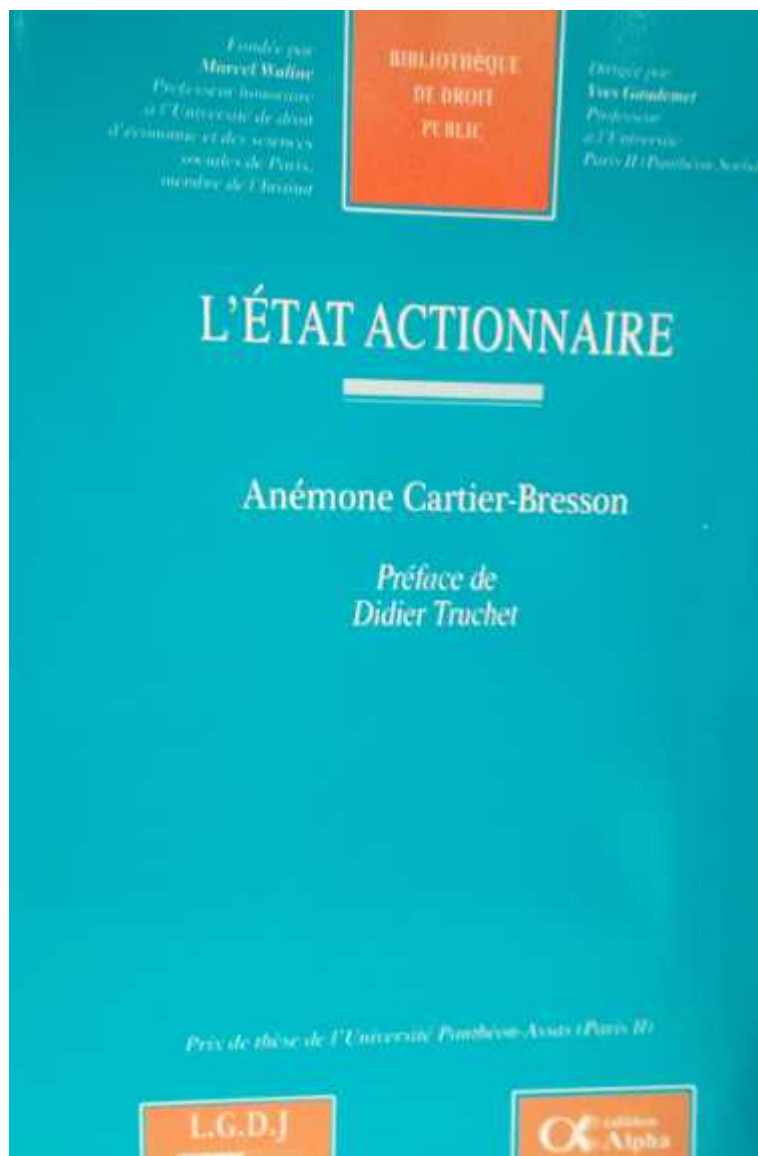
- غرامات التأخير في العقود الإدارية :



• الاتجاهات النموذجية الحديثة في صيغ العقود الإدارية



- L'Etat actionnaire



• الحكومة الاليكترونية ونظامها القانوني



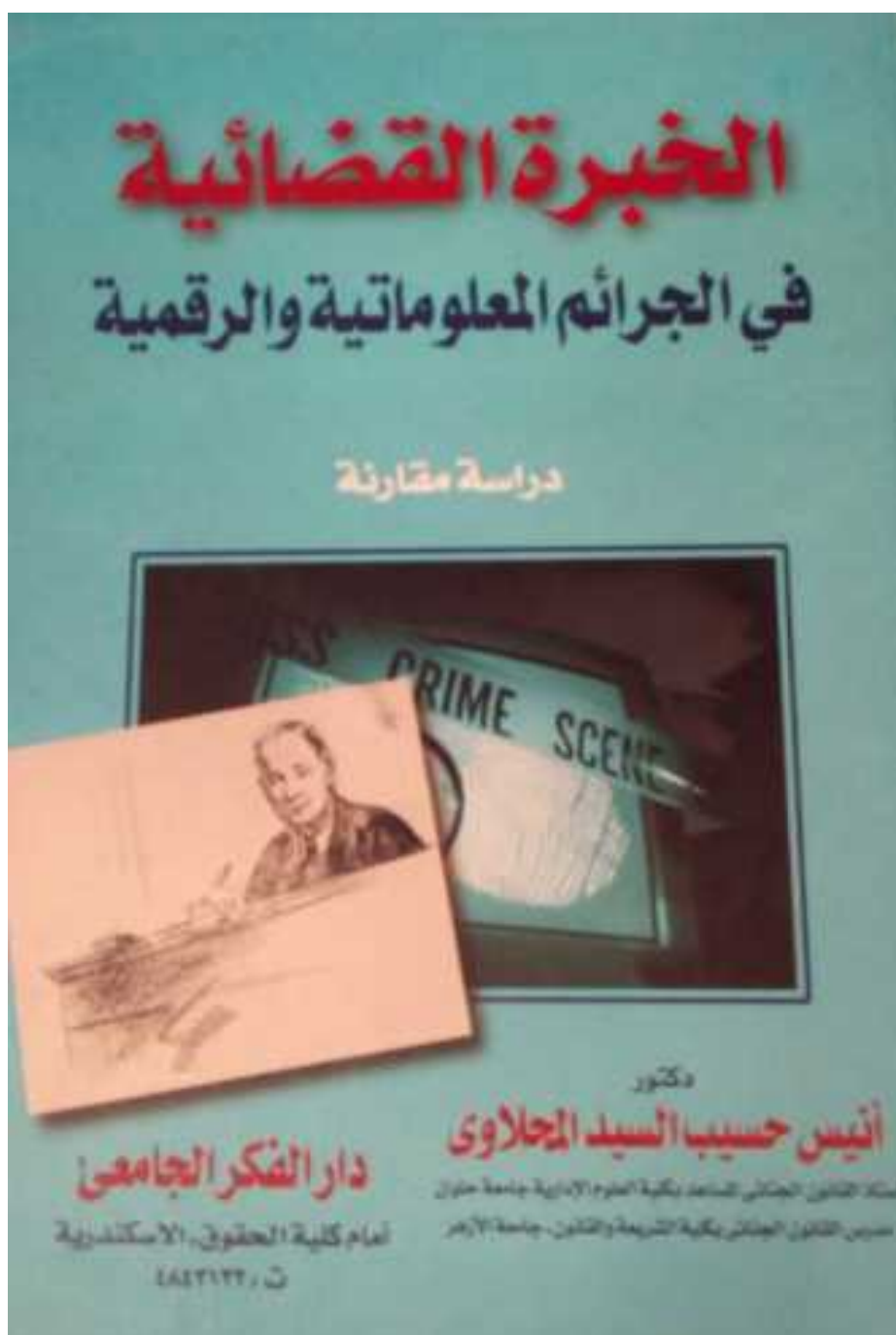
● الإدارة الإلكترونية ودورها في مكافحة الفساد الإداري



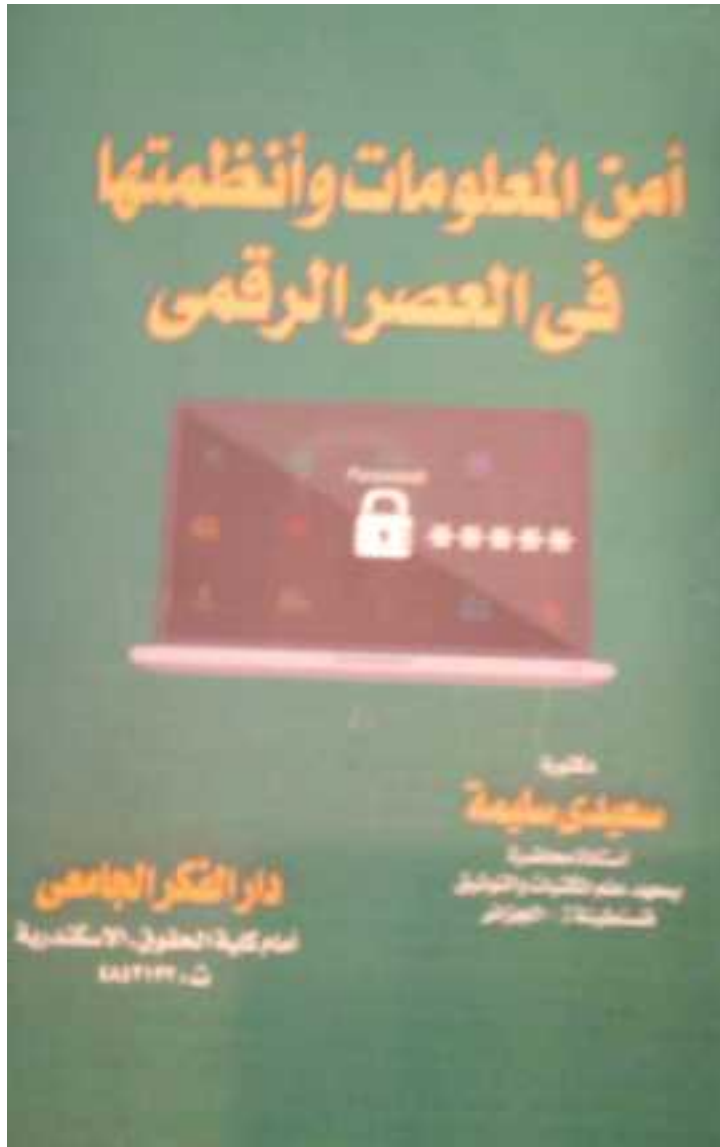
• الحكومة الإلكترونية في صناعة القرار الإداري والتصويت الإلكتروني



- الخبرة القضائية في الجرائم المعلوماتية والرقمية :



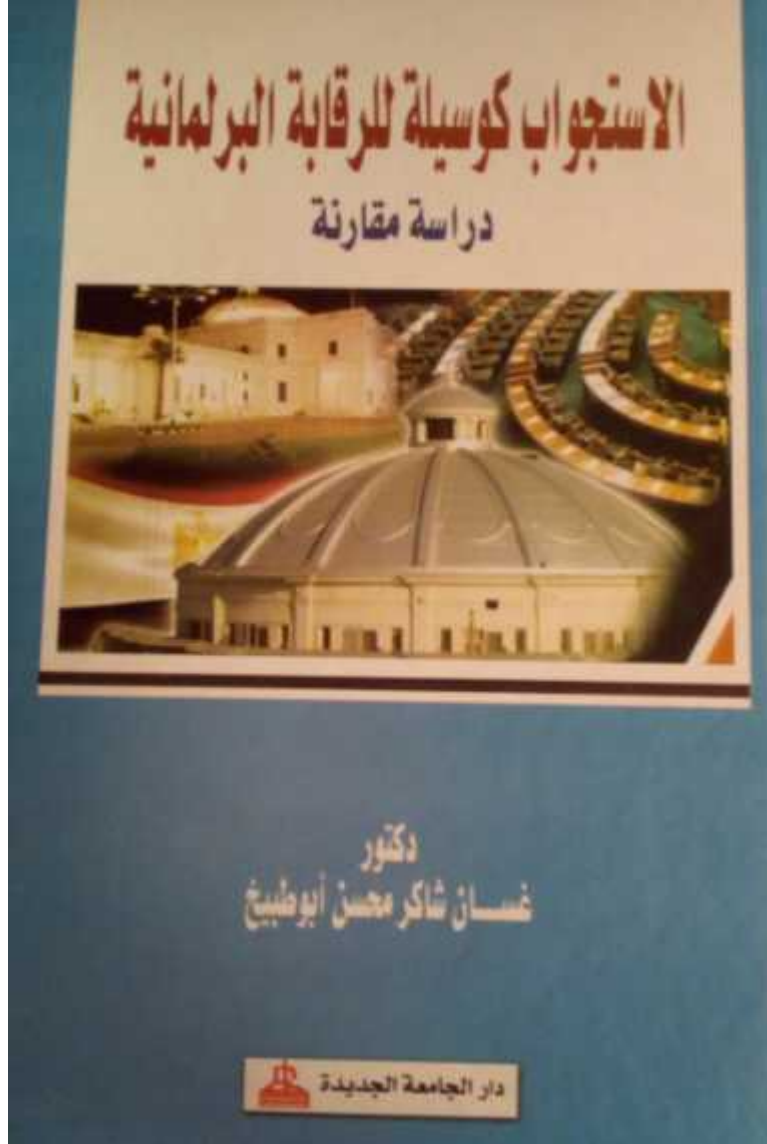
• أمن المعلومات وأنظمتها في العصر الرقمي

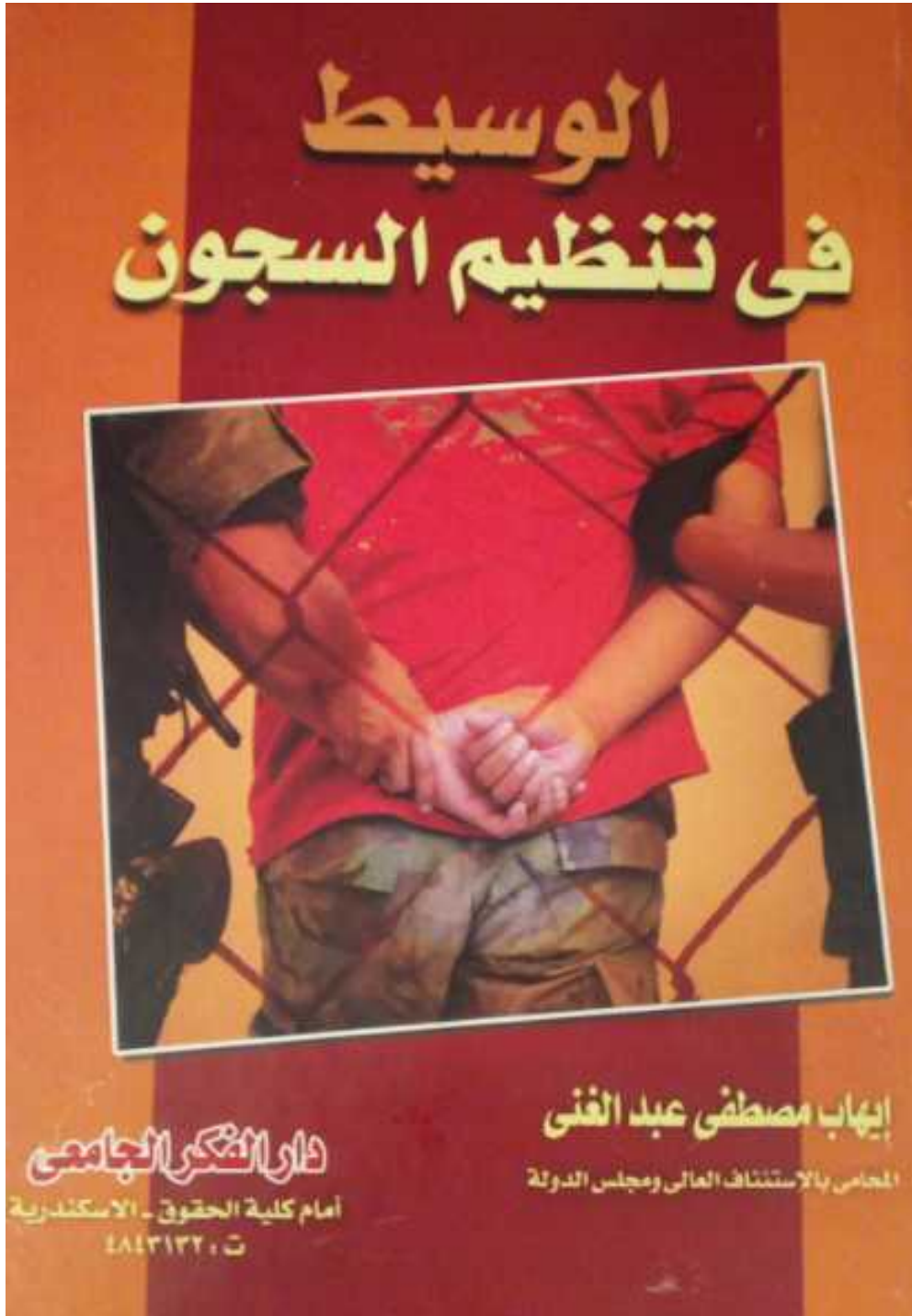


- النظام القانوني للمصادقة على التوقيع الإلكتروني :



- الاستجواب كوسيلة للرقابة البرلمانية :





- **Nouveautés numériques**

- Nouveautés nationales

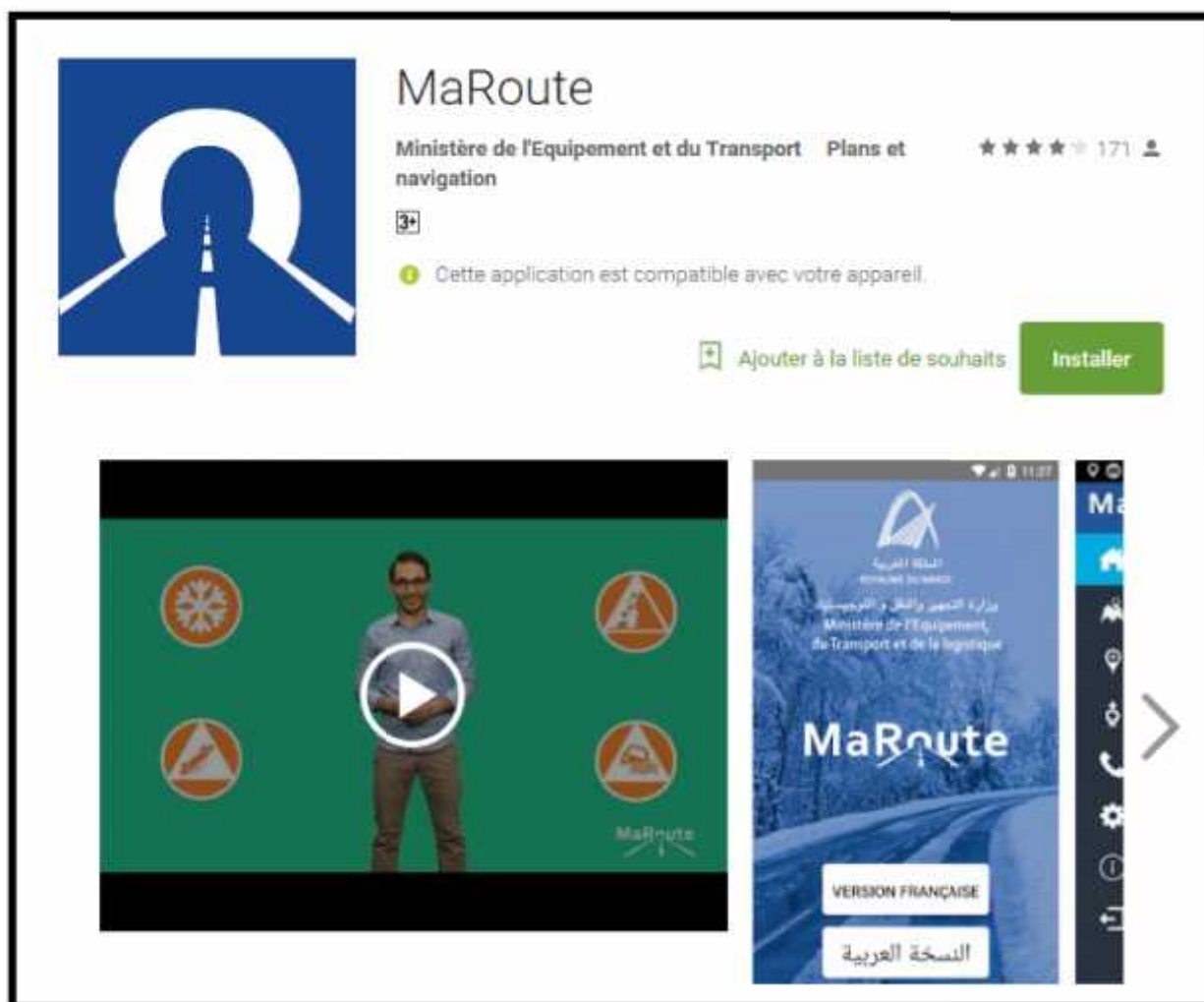
- ✓ Application mobile

- **Lancement de l'application mobile « MaRoute » pour être informé en temps réel**

Source : <https://play.google.com/store/apps/details?id=ma.mtpnet.maroute&hl=fr>

Source : <http://www.lesiteinfo.com/economie/lancement-de-l-application-mobile-maroute-etre-informes-temps-reel/> (page consultée le 19/02/2017)

Dans le cadre de sa stratégie visant à promouvoir l'information routière en temps réel et à accroître la sécurité des voyageurs, le Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique a lancé une nouvelle application mobile destinée aux usagers de la route, appelée « MaRoute »...



- Nouveautés étrangères

- ✓ Sites web

- « <http://service-public.gouv.tg/> » : l'Administration togolaise s'offre à vous en un clic

Source : <http://www.lomeinfos.com/2017/01/ladministration-togolaise-soffre-a-clic/> (page consultée le 27/01/2017)

Le gouvernement vient de mettre en ligne un site internet destiné à offrir des informations de première main par rapport à l'Administration togolaise. Fini le temps où la sous-information était devenue une norme et lésant les citoyens dans leurs différentes démarches administratives...



- <http://www.francethd.fr/mobile/> : téléphonie mobile : site d'information dédié aux élus locaux à propos de la couverture des réseaux mobiles (en France) (page consultée le 31/01/2017)

Ce portail d'information de l'Agence du Numérique vise à informer les élus locaux sur les problématiques de couverture mobile des zones blanches. Il a pour objectif de...

France Très Haut Débit
REPUBLIQUE FRANÇAISE

COUVERTURE DES RÉSEAUX MOBILES

BIENVENUE SUR LE SITE D'INFORMATION DÉDIÉ AUX ÉLUS LOCAUX

Ce portail d'information de l'Agence du Numérique vise à informer les élus locaux sur les problématiques de couverture mobile des zones blanches. Il a pour objectif de :

- ▶ Diffuser une information générale sur les différentes mesures d'amélioration de la couverture mobile
- ▶ Assurer un suivi des mesures dans chacune des communes concernées
- ▶ Permettre aux élus d'identifier les problèmes de couverture mobile pour trouver des solutions ciblées.

LES MESURES DU GOUVERNEMENT

MA COMMUNE EST-ELLE CONCERNÉE ?

LE PROGRAMME «ZONES BLANCHES CENTRES-BOURGS»

800 SITES MOBILES POUR L'ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES

LA PLATEFORME FRANCE MOBILE

VOS QUESTIONS / NOS RÉPONSES

Bulletin De Veille Documentaire

Directeur du Bulletin

M. Abdelaziz Benzakour
Médiateur du Royaume

Membres

M. Mohamed Lididi
Secrétaire Général de l'Institution

M. Mustapha Ismaili
*Chef de la Section du Traitement
Informatique, des Statistiques et de
la Documentation*

Coordination

Mme Meryem El Houari
*Chef de l'Unité de Gestion des
Archives et de la Documentation*

Réalisation

Mme Meryem El Houari

Mme Narjis Piro

Mme Nada Elkharij

Mme Asmae Chouia

Collaboration

M. Hicham Bayahya
Ingénieur d'Application